

Une énigme sexagénaire : l'ordre d'arrêt devant Dunkerque (24-26 mai 1940)

par François Delpla

4 juin 2000. En un dimanche plutôt banal, la Une de l'actualité est occupée par la commémoration de l'embarquement anglais à Dunkerque. Le prince héritier fait le déplacement, ainsi qu'une armada de petits bateaux. Ils sont, nous dit-on à peu près toutes les heures, quatre-vingts survivants, sur environ 300 embarcations privées qui ont affronté les vagues du Pas-de-Calais et le feu allemand.

Il faudra bien un jour écrire l'histoire des commémorations. On a commencé de le faire pour la Révolution française, événement fondateur il est vrai, dont la célébration renseigne sur la manière et le degré de la transformation des sociétés. Or la Seconde Guerre mondiale n'est-elle pas dans le même cas? Elle a accouché d'un ordre planétaire. Une réflexion sur les événements qu'on préfère mettre en relief et ceux qu'on laisse dans l'ombre alors qu'ils leur sont liés, serait des plus instructives. Et la science historique, si elle tient autant qu'elle le dit à s'affranchir de la commande politique, aurait tout intérêt à travailler en priorité sur les ombres ainsi révélées.

Mais foin des leçons générales, un peu de travaux pratiques ! Pas un quotidien, du moins en France, pas un site internet, du moins visité par l'auteur en ce studieux dimanche, n'ont rappelé que sans un bizarre arrêt des troupes allemandes les frères esquifs auraient vaqué en ordre dispersé à leurs tâches habituelles dans leurs eaux familières, aujourd'hui comme jadis. Alors, sans mépris aucun pour leurs pilotes anciens ou récents, nous allons concentrer le propos sur cet arrêt qu'on nous cache ou, du moins, dont on ne se souvient pas volontiers.

Le blocage

« Comme une faux tranchante », l'armée allemande déferle depuis la mi-mai 1940 le long de l'Aisne et de la Somme, avant de se rabattre à droite vers Boulogne, Calais et Dunkerque. La manœuvre vise, de toute évidence, à encercler l'aile marchante ennemie, composée de la totalité

des troupes belges, de la grande majorité de l'armée anglaise, et des divisions françaises les mieux entraînées. Soudain, le 24 mai à 11h 30, l'avant-garde est stoppée par un ordre inattendu, à 20 km de Dunkerque, alors que Boulogne est pris et Calais complètement investi. Il ne reste d'autre échappatoire aux troupes quasi-encerclées que Dunkerque et ses abords. Pendant la durée de l'arrêt, c'est-à-dire deux jours et demi, ce périmètre va être fortifié alors que ses accès ne comportaient aucun obstacle sérieux. Les troupes anglaises vont recevoir, dans la nuit du 25 au 26, un ordre d'embarquement qui entraînera l'évacuation totale des valides, avec des pertes minimales malgré les bombardements. Les Français eux-mêmes, qui ont décidé plus tard de se replier vers Dunkerque et de s'y embarquer, vont évacuer la plus grande partie des hommes qui ont pu échapper à l'encercllement. Seuls les Belges vont jeter l'éponge, en capitulant le 28 mai. Les mobiles de l'envahisseur, qui pouvait réussir un coup de filet beaucoup plus important, restent confus, sous la plupart des plumes qui les abordent.

Beaucoup de mobiles pour une immobilisation

Deux types de mobiles, les uns militaires, les autres politiques, sont avancés, en proportions variables suivant les auteurs.

Les raisons militaires enrôlées pour expliquer l'arrêt sont assez variées. Les chefs qui les auraient invoquées se nomment, selon les livres, soit Rundstedt, soit Göring, soit Hitler. Tout aussi flottante est la nature des craintes ou des espoirs qui les auraient animés. On lit que la trop rapide avance aurait inquiété soit le général von Rundstedt, chef du groupes d'armées A qui était en train d'effectuer la percée, soit Hitler lui-même, soit les deux; mal convertis à la stratégie nouvelle inspirée par Guderian (qui est présent sur le terrain, à la tête du corps blindé le plus proche de Dunkerque), ils auraient redouté que l'étirement des lignes multiplie les chances d'une réaction

ennemie : dans cette hypothèse, l'arrêt serait temporaire et viserait à permettre un regroupement avant l'assaut final. Mais le commandement allemand craindrait aussi le « terrain marécageux des Flandres » et l'estimerait « impropre aux chars ». On lit encore que les développements futurs de la campagne, qui nécessitaient des chars en bon état pour frapper vers le cœur de la France, auraient incité Hitler à économiser et à reposer les engins. On lit enfin, ce qui nous rapproche des mobiles politiques, que Göring, chef de la Luftwaffe, aurait insisté pour qu'on laisse « l'aviation, arme nazie », finir le « travail » à Dunkerque, ce qui aurait nécessité l'arrêt des troupes au sol.

Du côté politique, nous trouvons à la fois des considérations locales : Hitler aurait voulu épargner les villes flamandes, pour se concilier leurs habitants en vue du remodelage racial de l'Europe, et des vues planétaires : il s'agissait de ménager les Anglais et de leur sauver la mise en permettant l'embarquement de leur corps expéditionnaire, pour faciliter une paix qui aurait vu les deux puissances se partager le *leadership* européen.

Contrairement à ce qui est parfois affirmé, cette dernière théorie n'a jamais servi d'explication unique. En particulier son initiateur, l'écrivain militaire anglais Basil Liddel Hart, a toujours fait la part belle aux explications militaires.

Dans les années 90, trois auteurs ont fait progresser le débat, pendant qu'un autre tentait de le figer. John Costello, tout d'abord, a considérablement affiné le mobile diplomatique. Il a montré que les offres de paix couraient depuis les jours précédant l'offensive, comme une fusée destinée à parvenir sur orbite en même temps que les blindés devant Dunkerque, et qu'elles ne concernaient pas la seule Angleterre mais, aussi bien, la France; il s'agissait donc d'une pause devant déboucher sur la paix immédiate et non d'un gage donné à l'Angleterre pour s'entendre avec elle après l'écrasement de la France, comme Liddel Hart le donnait à penser. Costello n'est cependant pas parvenu à des formulations très nettes, et continuait à faire droit aux spéculations de Liddel Hart sur un ordre d'arrêt facilitant intentionnellement l'évacuation britannique. Je lui ai emboîté le pas dans mes deux premiers livres, tout en précisant qu'il s'agissait d'une paix immédiate épargnant à la France l'invasion et l'amputation, et j'ai parachévé la démonstration dans un livre entièrement consacré à l'ordre d'arrêt. Entretemps, l'historien

belge Jean Vanwelkenhuyzen avait produit un ouvrage lui aussi centré sur l'ordre d'arrêt où il pourfendait tout en les assimilant abusivement Liddel Hart, Costello et votre serviteur, pour se rallier à une synthèse éclectique des hypothèses militaires classiques, et l'Allemand Frieser avait, dans un gros ouvrage sur la campagne de France, produit une théorie nouvelle, à la charnière du militaire et du politique : Hitler voulait stopper non ses blindés, mais ses généraux, coupables d'avoir pris sans le consulter des dispositions pour foncer vers Dunkerque.

Pour les besoins de cet article, je reviens sur le sujet après avoir produit une biographie de Hitler et une étude sur l'appel du 18 juin. Ces travaux ne m'ont guère éloigné du dossier, et ont apporté à ma thèse d'amples confirmations. Par ailleurs, un ouvrage fondamental sur la phase suivante de l'entreprise hitlérienne, l'agression contre l'URSS, a encore affiné et assuré la perspective.

L'auteur est-il la cause?

Je commencerai donc par Hitler. C'était un mystificateur hors pair. La preuve : il fait encore des milliards de dupes. Historiens, hommes politiques, journalistes ou simples citoyens, les humains dans leur immense majorité, lorsqu'ils cherchent à expliquer une de ses actions, préfèrent n'importe quelle hypothèse à celle d'une habile manœuvre mystifiant l'adversaire. L'incendie du Reichstag sera attribué à une coïncidence, la nuit des Longs couteaux à une crise de fureur, celle de Cristal à l'influence de Goebbels, le déclenchement de la guerre à une erreur de calcul et la Solution finale soit à un « processus » que personne ne contrôlait, soit à une pulsion de meurtre longtemps contenue et soudain déchaînée lorsqu'elle aurait rencontré les conditions de son accomplissement. L'idée d'un plan mûri, multidimensionnel, appliqué avec autant de souplesse que de résolution, et tirant parti de tous les leurres possibles pour rester inaperçu, n'effleure pas spontanément les esprits -à commencer par le mien, pendant des années. Disons qu'on y vient, tout doucement.

Depuis 1933, le dictateur allemand a avancé prudemment ses pions. Il avait annoncé dans *Mein Kampf*, en 1925 et 1927, une bonne partie de ce qu'il allait faire en politique extérieure : flatter

l'Angleterre et l'Italie afin d'obtenir leur alliance ou au moins leur neutralité lorsqu'il s'en prendrait à la France, pour détruire sa force militaire, et à la Russie, pour faire de son territoire un « espace vital » allemand. Une fois au pouvoir, il s'ingénie à faire passer ces aveux, que probablement il regrette, pour une fantaisie de jeunesse : il ne veut, dit-il, que la paix, et se contente apparemment des frontières de l'Allemagne telles qu'il les a trouvées. Ses avancées ne découleront donc pas, d'après lui, d'un appétit de conquêtes, mais de circonstances regrettables. A son corps défendant, il s'empare de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, où des méchants ont insupportablement conspiré contre le gentil Reich. Ce n'est d'ailleurs même pas entièrement faux. Il excelle à mettre les gens dans leur tort. Les dirigeants de ces petits pays ont oscillé assez piteusement entre des concessions à l'Allemagne, suggérées par les grandes puissances censées les garantir, en particulier la France et l'Angleterre, et des rebuffades propres à vexer le Reich, à lui permettre de dire que ces pays étaient des ennemis de l'Allemagne, prêts à offrir aux puissances victorieuses en 1918 les bases d'une agression contre elle.

Une autre performance de Hitler est de faire croire à sa faiblesse. Aussi bien celle de son esprit « autodidacte » et de sa résolution que celle de son assise politique et de la santé, économique ou militaire, de son pays. Il s'ingénie à faire croire que l'Allemagne est déchirée par d'inexpiables luttes de clans, qui font douter de son aptitude à soutenir une guerre. C'est peut-être dans ce domaine qu'il a le mieux réussi à tromper, non seulement les contemporains, mais la postérité. Toute une école historiographique, actuellement dominante, nous dépeint un Troisième Reich en proie, d'un bout à l'autre, à une inextricable anarchie. Hitler aurait été tout à la fois un paresseux invétéré et un adepte du « darwinisme social » en matière politique. Plutôt que de gouverner, il aurait laissé faire ses lieutenants qui se seraient déchirés, et ne serait intervenu que pour donner raison aux vainqueurs des luttes de clans. Ainsi, le régime aurait roulé vers l'abîme, en inventant à ses problèmes des solutions de plus en plus guerrières, radicales et criminelles.

On se masque par là une pénible évidence : Hitler a bien failli gagner, et mourir dans son lit. Et il n'a jamais été aussi près de gagner qu'au lendemain de l'arrêt devant Dunkerque.

Que le nazisme ait été une malédiction pour l'Allemagne et pour la planète est une chose, qui doit être dite; mais il n'est pas moins nécessaire de mesurer son efficacité dans la tâche qu'il se proposait : une revanche sur 1918, terrassant successivement deux anciens adversaires pour réaliser un nouvel équilibre mondial avec les autres (Angleterre, Etats-Unis, Italie, Japon). Tout comme sur le terrain militaire avec les blindés, la vitesse, sur le terrain politique, était l'atout essentiel. Personne ne devait avoir le temps de réfléchir et de se ressaisir. Les Allemands devaient croire qu'après tout les Juifs, mis à l'écart sans violence, du moins au début, minaient peut-être réellement la cohésion nationale et que le relèvement valait bien quelques exceptions à l'humanisme -sans qu'ils fussent jamais, sauf vers la fin, en position d'en entrevoir la gravité. Les grandes puissances devaient être rassurées et trompées, tant sur les intentions du Reich que sur ses moyens, jusqu'à ce que des faits soient accomplis sur lesquels il serait difficile de revenir. Elles devaient surtout être divisées, chacune étant flattée dans ses espoirs essentiels. L'ampleur même et la brusquerie des virages devaient donner l'impression que le dictateur manquait de maîtrise et de hauteur de vues, et que le pire n'était pas sûr.

Collectionner les clés ou chercher la bonne?

Tant qu'on se refuse à reconnaître la cohérence du jeu hitlérien, il est logique qu'on voie dans le *Haltbefehl* une des meilleures preuves de son incohérence. Voyez ce prétentieux, ce parvenu, qui certes a parfois de bonnes intuitions militaires (il a soutenu le plan révolutionnaire de Manstein contre celui, trop sage, des généraux de l'OKH), mais qui s'emmêle dans le tapis, qui n'ose croire en la victoire, y croit de moins en moins lorsqu'elle se dessine et finit par bloquer le mouvement dans une crise de panique. Et comme les troupes britanniques ainsi sauvées se couvriront de gloire en Libye, Tunisie, Normandie, etc., contre les assaillants si bien partis de 1940, voyez les dégâts causés par l'incompétence du peintre en bâtiment qui avait voulu en remonter à des généraux ! Le malheur veut que tout soit faux, dans cette présentation.

Commençons par cette propension à faire la leçon aux généraux. L'accusation a été proférée

par ceux de l'OKH, qu'il ne voyait pas très souvent avant de prendre lui-même, en janvier 1942, la tête de cet organisme, bien plus que par ceux de l'OKW, qu'il fréquentait, pendant la guerre, quotidiennement. Ceux-ci étaient sensibles à ses compétences, fruit de fort peu paresseuses lectures, à sa modestie devant les spécialistes, à son écoute. Tout cela se vérifie, pour qui sait lire, dans les fragments sauvés du feu de ses conférences d'état-major, de 1942 à la fin, publiés en 1962.

Mais ce que les uns et les autres ont eu du mal à voir, c'est que Hitler les manipulait en permanence. Car chez ce disciple de Clausewitz, le domaine militaire n'est qu'une partie du champ stratégique, et chez cet autocrate la stratégie ne relève que de lui-même. Il en résulte que les généraux n'ont pas à connaître les plans de guerre, ni à savoir qu'ils ne les connaissent pas. La tromperie, moyen essentiel du succès, procède en règle générale du secret. Ici, elle se nourrit aussi de révélations calculées. En toute bonne foi, les officiers croient des choses qui orientent leur comportement et c'est le meilleur moyen pour que l'ennemi croie les mêmes choses... alors que l'essentiel se passe ailleurs.

Un exemple : la victoire de mai 1940 procédera, comme chacun sait, de la surprise de Sedan, l'adversaire ayant cru à une récurrence du plan « Schlieffen » de 1914 et effectué, en sacrifiant ses réserves, le mouvement large vers les Pays-Bas qui, exécuté en 1914, aurait pu permettre d'éviter l'invasion du nord de la France. En débouchant avec des forces colossales dans le secteur mal gardé de Sedan, l'assaillant avait isolé cette aile marchante, celle même dont les restes bousculés n'avaient plus, le 24 mai, que l'évasion par Dunkerque comme frêle perspective de salut. Or, pendant toute la drôle de guerre, des fuites sur une récurrence du plan Schlieffen avaient été distillées par des officiers plus ou moins partisans d'une résistance à Hitler, persuadés de la fragilité politique du nazisme et s'adonnant à informer l'ennemi, non certes par trahison, mais pour sauver au contraire leur pays. Au plus haut niveau de l'OKH, on envisageait un coup d'Etat, et on n'était pas mécontent que, par des canaux occultes, fût pris le pouls des puissances adverses, pour commencer à préparer un traité sauvant certaines avancées obtenues par le Troisième Reich. Ces menées bien intentionnées, patriotiquement irré-

prochables et quasiment démocratiques, étaient-elles surveillées par la Gestapo et supervisées par Hitler? Ce serait dans l'ordre des choses, mais la preuve manque. Ce qui est certain, en revanche, c'est que, contrairement aux bruits sur une percée de Schlieffen, la percée de Sedan n'avait été révélée qu'à une poignée d'initiés et que les avertissements angoissés de la résistance allemande, relayés notamment par des diplomates hollandais et vaticans, ne prédisaient qu'une invasion des Pays-Bas, en sorte que les états-majors français et britannique, faute de réflexion sur les pratiques hitlériennes, étaient fondés à croire que seules la Belgique et la Hollande étaient menacées, dans l'immédiat, d'invasion et qu'il n'y avait rien d'autre à prévoir qu'un choc frontal sur ces territoires. Les généraux de l'OKH étaient certes au courant du projet de percée à Sedan, mais on avait fait en sorte que ce secret-là fût mieux gardé que celui de l'offensive au nord... et ils n'en avaient pas pris conscience.

Un plan à tiroirs... et des doubles fonds

Les documents analysés ici même par Jean-Robert Gorce l'ont amené à une conclusion d'une rare netteté sur une question qu'on tranche d'habitude de manière plus molle : le plan de bataille était-il dû à Hitler ou à Manstein? Aux deux, répond le rédacteur en chef, qui montre que Hitler n'avait pas eu besoin de Manstein pour proposer une attaque de rupture au centre (la région des Ardennes), de préférence au débordement sur l'aile droite (Hollande et nord de la Belgique) que prônait l'OKH par la plume de son chef d'état-major, le général Halder. J'aboutis à la même conclusion, tout en inscrivant cette question dans celle, plus vaste, des rapports entre Hitler et le corps militaire. Il avait certes besoin des compétences techniques de Manstein et de son prestige intellectuel, mais il voyait plus haut et plus loin. Le chef d'état-major de Rundstedt à la tête du Hgr A faisait simplement son métier, et cherchait une décision militaire contre les armées franco-anglaises. Il avait donc prévu, après la percée sedanaise, une séparation des forces blindées engouffrées dans la brèche, une partie fonçant vers l'embouchure de la Somme, l'autre franchissant l'Aisne et se dirigeant vers le cœur de la France. Hitler ne l'entendait pas de cette oreille... mais il se gardait d'en faire état. On peut seulement cons-

tater que les plans, refaits par l'OKH à partir de la mi-février sous l'inspiration de Manstein mais sans sa coopération (il avait été muté dans un commandement éloigné), n'indiquaient rien de précis sur la suite des opérations après Sedan, sinon que l'offensive se poursuivrait dans la direction générale de la Basse-Somme. On remarquera aussi que cet azimut diffère nettement de celui de Dunkerque : se diriger vers cette ville après avoir atteint la mer près d'Abbeville représentait un virage sur l'aile. Le plan, du moins celui arrêté de concert avec l'état-major et connu de lui, n'impliquait nullement l'encercllement de l'ennemi dans une étroite poche flamande qu'évoque la notion, forgée bien après la guerre par l'historien allemand Hans-Adolf Jacobsen, de « coup de faucille ».

Dans ses mémoires, Manstein ne décolère pas. Contre son avis, la totalité des forces avait été dirigée vers l'ouest. Glissant le long de la Somme après avoir longé l'Aisne, on avait laissé à l'ennemi le loisir de se renforcer sur ces deux lignes d'eau, décomposant la campagne en deux temps, alors que Sedan avait causé une telle panique qu'on pouvait à la fois écraser l'ennemi aventuré en Belgique avec la moitié des forces, et, avec l'autre, détruire ses renforts acheminés par le sud (en provenance essentiellement de la ligne Maginot). Cette révision du plan initial avait donc causé des pertes superflues lorsqu'il avait fallu percer les nouvelles lignes adverses, qu'on aurait pu empêcher de se constituer. Et ce stratège, qui passait pour le meilleur de l'armée allemande et allait effectivement donner sa mesure dans la campagne de Russie, de conclure, visant principalement son vieux rival Halder, qu'un plan exécuté par celui qui ne l'a pas conçu ne l'est jamais correctement.

Or, s'il avait lu de plus près le journal de celui qu'il critique (édité seulement, il est vrai, quelques années après son propre livre), il se serait aperçu que Halder lui-même voulait diviser ses forces et franchir l'Aisne, et qu'une épreuve de force, comparable à bien des égards à la crise du *Haltbefehl*, l'avait opposé sur ce point au Führer, lequel l'avait emporté définitivement le 18 mai.

Une armée bien en main

La mainmise de Hitler sur ses forces armées est un processus au long cours, dont les grandes étapes sont bien connues mais dont la logique

échappe souvent. Tout d'abord, il remplace dans les fonctions de ministre de la Guerre et de chef de l'armée de terre le couple Schleicher-Hammerstein par un tandem Blomberg-Fritsch. Lors de la nuit des Longs couteaux (30 juin 1934) il met fin à l'existence même de Schleicher et, par là, compromet les deux chefs qu'il a lui-même nommés, puisqu'ils ne réagissent pas. Pire, leur complicité est achetée : une vaste mise en scène fait apparaître l'épisode comme un règlement de comptes entre l'armée et la SA, au profit de la première. Les officiers de carrière gardent les mains nettes, laissant les meurtres aux SS, mais ils en sont les bénéficiaires apparents : l'armée se voit garantir le « monopole des armes » et la SA est cantonnée dans un rôle folklorique. Le nazisme agit en salissant : les généraux se croient vainqueurs sans avoir combattu et, pour consolider leurs prérogatives qu'on leur avait dites menacées par une « seconde révolution », ferment les yeux sur des dizaines d'assassinats, dont celui d'un collègue qui était leur ministre et leur chancelier un an et cinq mois plus tôt. Le ver est dans le fruit : l'armée a couvert la sauvagerie, et s'est mise en position de ne plus pouvoir s'y opposer. Mais en fait de « monopole des armes », elle assistera, impuissante, au développement exponentiel de la SS, jusque là simple garde prétorienne, qui formera, à la fin de la guerre, une partie non négligeable des forces armées, tout en faisant marcher droit le pays. Cependant, la déchéance morale de la caste militaire prussienne n'a d'égale que la liquéfaction intellectuelle des forces dites « antifascistes » et en particulier marxistes, quelles que soient leurs nuances. Staliniens et trotskistes s'en donnent à cœur joie pour stigmatiser un Hitler valet des forces réactionnaires, aux ordres de Blomberg et de Krupp, comme en témoigne un ouvrage de Daniel Guérin récemment réédité.

L'étape suivante est franchie le 4 février 1938. Hitler, qui a entouré Blomberg de prévenances, mais aussi d'officiers avec lesquels il tissait des liens personnels, comme Keitel et Jodl, s'en débarrasse brutalement, ainsi que de Fritsch, en tirant parti de deux scandales d'une parenté et d'une proximité suspectes. Le premier est coupable d'avoir, sans s'en douter, épousé une ancienne prostituée, et de n'en pas vouloir divorcer; le second serait homosexuel et, à ce titre, victime depuis des années d'un maître chanteur. Deux affaires instruites et, ne devrait-on plus hésiter à dire

aujourd'hui, fabriquées par Himmler, chef des SS. Il est aussi fort probable, mais peu d'auteurs s'en font l'écho, que Himmler, sur une matière aussi capitale, n'avait pas la moindre marge d'initiative et conspirait en liaison intime avec son chef. Certes, tout cela n'est pas écrit noir sur blanc dans les archives. Mais des agencements aussi précis de comportements personnels et de leviers planétaires requièrent un cerveau, et un seul.

La réorganisation de février 1938 met les forces armées allemandes sous la coupe de Hitler, qui prend en main le ministère et le commandement suprême, et de Keitel, intronisé chef d'un état-major interarmes créé pour la circonstance, l'OKW. L'armée de terre (OKH) échoit à Brauchitsch, qui a lui-même une situation matrimoniale à régulariser, ce à quoi l'aide Göring, tout en lui faisant sentir que le Führer est bien bon de passer l'éponge. Ainsi est brisé l'attelage de Fritsch et de son chef d'état-major, le général Beck, qui était le plus haut gradé des officiers conspirant contre le régime; tous deux avaient émis d'amples réserves après la conférence sur ses objectifs militaires, prévoyant des offensives contre la Tchécoslovaquie et la Pologne, que le Führer avait donnée devant quelques très hautes personnalités le 5 novembre 1937 (épisode connu par le célèbre « protocole Hossbach »). Dès ce début de février, il est entendu qu'on va peut-être remplacer Beck et que son successeur sera Halder. C'est chose faite en août.

Un autre aspect de la crise de 1938 mérite d'être relevé : pour remplacer Blomberg, les noms de Himmler et de Göring avaient été évoqués, ainsi que, pour remplacer Fritsch, celui de Reichenau, le seul général de haut rang qui passait pour un sympathisant nazi. Dans les trois cas, Hitler affectait donc de menacer les militaires d'une nazification totale de leur corps encore très aristocrate et très prussien, et il avait donné l'impression de reculer : bel exemple de son habitude, mentionnée plus haut, de se présenter comme faible et hésitant. Toutefois, Göring, déjà chef de l'aviation, obtient alors le plus haut grade, celui de Feldmarschall, qui lui donne pas sur Brauchitsch et sur l'amiral Raeder, chef de la marine, au moins dans les cérémonies.

Rundstedt en première ligne

Une autre forte tête tombe peu après : Gerd von Rundstedt. Ce professionnel très respecté n'a

montré à l'égard du nazisme aucun enthousiasme, et Hitler a évité de le promouvoir alors qu'il pouvait prétendre aux emplois suprêmes. Il le met à la retraite en octobre 1938, peut-être parce qu'il a désapprouvé les risques de guerre avec l'Angleterre pris dans la crise des Sudètes. Toujours est-il qu'il est bientôt rappelé, et associé à la préparation de la guerre de Pologne. C'est un officier incommode, mais, d'un bout à l'autre de la période, on ne le verra mêlé à aucune conspiration. Ses rapports avec Hitler connaîtront des hauts et des bas, jusqu'à sa retraite définitive au lendemain de l'offensive des Ardennes (décembre 1944), qu'il avait conduite sans l'approuver. Le Führer, s'il n'était pas au courant du détail des conspirations en raison même de l'autonomie apparente qu'il laissait aux forces armées, devait bien sentir son monde et savoir que Rundstedt lui disait les choses en face.

Les questions de personnes jouent, pendant la préparation de l'offensive de 1940, un rôle aussi important que les débats sur les plans, et beaucoup plus méconnu. Non seulement les moyens du Hgr A, commandé par Rundstedt et chargé de la percée au sud, sont plusieurs fois augmentés au détriment du Hgr B, commandé par Bock, mais Hitler y affecte (sans que son jeu soit perçu par l'OKH, dont dépendent théoriquement les nominations) un certain nombre de généraux qui ont des liens particuliers avec lui, soit directement, soit par l'intermédiaire de Keitel. Sous le couvert de sa passion pour les blindés, il reçoit personnellement Guderian et Rundstedt. En remplacement de Manstein (dont il souhaitait probablement le départ, mais qu'il a habilement laissé Halder évincer, sous le prétexte de sa nomination comme général de corps d'armée qui exigeait qu'il fît un temps de commandement, comme si en temps de guerre et de dictature de telles règles étaient contraignantes), on voit apparaître Sodenstern, qui n'a pas son brio mais connaît bien Keitel. Enfin, les divisions d'infanterie qui suivront de loin la progression des blindés sont principalement commandées par le général Busch, l'un des officiers les plus proches des nazis, qui ont pu se faire une idée de ses sentiments lors de la nuit des Longs couteaux. Plus subtilement encore, Hitler intercale (ou laisse intercaler) dans cette hiérarchie des gens qui ne l'aiment pas (ainsi Kluge, à la tête de la 4ème armée, la principale du Hgr A), et d'autres qui n'aiment pas les blindés et ne croient pas aux ver-

tus de leur progression autonome (ainsi Kleist, chef de tous les blindés de la 4^{ème} armée ! Sodenstern non plus n'est guère audacieux dans le maniement des chars). Il agence ainsi un sac de nœuds dans lequel il est seul à se repérer. Il se donne les moyens de peser sur le cours de la bataille en montant certains officiers contre d'autres et de tirer les ficelles en passant inaperçu, tout en surgissant en cas de besoin pour imposer son point de vue. Mais la plupart du temps il va passer par Keitel. Il a fallu attendre la publication, en 1961, de ses mémoires interrompus par la potence, pour apprendre que le chef de l'OKW se rendait presque tous les matins, en avion, chez Rundstedt, et retournait faire son rapport au Führer. Un renseignement qui a mis du temps à influencer les études sur l'ordre d'arrêt.

L'ordre d'arrêt sur les lignes d'eau (17 mai)

Un premier couac révélateur se produit le 15 mai, au lendemain de la percée de Sedan. Kleist voudrait attendre, pour aller de l'avant, que tout son monde ait passé la Meuse, alors que Guderian, qui vient de forcer le passage avec trois divisions, veut foncer vers la Somme. Il obtient gain de cause provisoirement, mais il est brutalement contraint de s'arrêter, le 17 au matin. Un préjugé veut qu'au-dessus de Kleist ce soit Rundstedt ou Hitler qui aient freiné le mouvement : il semble plutôt que c'était l'OKH¹. Cependant, Guderian, démissionnaire, reçoit l'ordre de ne pas bouger et d'attendre l'arrivée d'un arbitre, le général List. Celui-ci rend un jugement de Salomon, confirmant l'ordre d'arrêt de Kleist et autorisant Guderian à des « reconnaissances poussées »... lesquelles vont ressembler à une pure et simple poursuite de l'attaque, qui a néanmoins été suspendue pendant une journée : comme si quelqu'un avait essayé le frein et se satisfaisait de voir qu'il fonctionnait.

Mais le débat sur le rythme de l'offensive en cache un autre, bien plus important, sur sa direction. Ce que veut l'OKH, en freinant le mouvement, c'est prendre la mesure de l'effondrement français, bien plus précoce et total que prévu : Halder rejoint alors entièrement, qu'il en soit conscient ou non, le point de vue de Manstein. Il voudrait franchir l'Aisne au plus vite et empêcher le rétablissement ennemi sur cette rivière qui semble

l'unique ambition du commandement français lorsqu'il entreprend, à partir du 15 mai, de faire venir des renforts depuis la frontière de l'est. Hitler intervient alors personnellement, le 18. Il prétend que le franchissement de l'Aisne offrirait à l'ennemi des chances de relever son moral par des succès locaux et ordonne péremptoirement d'installer l'infanterie de Busch le long de la rivière, en position défensive. Comme la chevauchée de Guderian vers la Somme ne rencontre guère d'obstacles, Halder finit par s'incliner et reporte tout son espoir sur l'encerclement rapide des armées du nord.

Il y a donc un *premier Haltbefehl*, inaperçu jusqu'en 1997, celui que Hitler impose en interdisant de franchir l'Aisne. Il laisse à Halder (dont les opinions sont connues par son journal) et à Brauchitsch (aux sentiments plus difficiles à cerner : il faut les deviner à travers ses actes) une vive rancune et des doutes, non seulement sur les capacités militaires du dictateur, mais sur l'aptitude de Rundstedt à lui tenir tête.

Les soubresauts du 23 mai

Pendant ce temps, le Hgr B du général von Bock, privé de tout blindé, refoule lentement l'ennemi sur le territoire belge et, le 24 mai, se trouve aux abords d'Ostende, soit tout près de Dunkerque, du côté nord. Son chef, dont le journal a été récemment publié, est très jaloux de Rundstedt. Voilà qui va le rapprocher de l'OKH.

Le 23 mai ont lieu deux événements importants dans la genèse du *Haltbefehl*, ou tout au moins des interprétations qui courent sur lui. Tout d'abord, le Hgr A produit un *Aufschliessbefehl*, un ordre de regroupement, à la suite d'une conversation entre Rundstedt et son principal subordonné, Kluge. Les blindés, a plaidé Kluge, souhaitent souffler un peu. On leur accorde en conséquence une journée de semi-repos et certains objectifs sont revus à la baisse. Toutefois, cet ordre ne concerne pas Guderian qui, parvenu le 20 à l'embouchure de la Somme, a attendu tout le 21 pour savoir s'il devait tourner à droite, vers Boulogne, ou à gauche, vers la Basse-Seine, avant de recevoir l'ordre d'investir, du même mouvement, Boulogne, Calais et Dunkerque. L'avant-garde continue donc de foncer vers ce port... si ce n'est que, par un ordre mal expliqué de Kleist, Guderian se voit privé le 21 d'une de ses trois divisions, mise au repos, et choisit, on ne sait

¹ cf. *La ruse...*, op. cit., p. 197-198.

au repos, et choisit, on ne sait pourquoi, d'attaquer d'abord Boulogne et Calais alors que, militairement, l'urgence d'investir Dunkerque est plus grande puisque l'ennemi en déroute en est plus proche. Il y a donc une tendance au ralentissement, qui se fait jour bien avant le 24 et dont les raisons restent mal éclaircies. Ce qui est clair, en tout cas, c'est que tous les généraux qui commandent sur le terrain souhaitent écraser l'ennemi, et s'en croient tout près.

L'autre événement important du 23 survient dans la soirée : brusquement, Brauchitsch retire à Rundstedt la 4ème armée, celle que dirige Kluge et qui regroupe toutes les divisions blindées, pour la donner à Bock. Les motifs de la décision, qui doit prendre effet le 24 à 20 h, sont évidents, d'après le journal de Halder : le chef d'état-major critique quotidiennement Rundstedt pour sa conduite timorée des opérations. Il l'attribue à son incapacité de maîtriser un ensemble de 71 divisions. Il est donc logique de confier l'armée la plus avancée à un autre chef, afin d'accélérer le mouvement. Ce n'était toutefois pas l'option de Halder, qui apparaît ici en désaccord avec son supérieur : il voulait, lui, stimuler Rundstedt en multipliant le nombre des officiers de liaison entre le GHQ et les différents PC des armées du Hgr A.

Brauchitsch a donc agi contre son subordonné immédiat et les textes établissent, chose plus étonnante encore, qu'il n'a pas consulté Hitler ni l'OKW. Conduite d'un faible, qui a avalé beaucoup de couleuvres et veut tout d'un coup s'affirmer. Le seul qu'il semble avoir consulté est l'intéressé, Kluge, visité le 22.

Hitler chez Rundstedt

Nous en arrivons à la fameuse réunion de Charleville, au PC du Hgr A, le 24 en fin de matinée. Hitler, flanqué de Jodl (le deuxième personnage de l'OKW après Keitel, dont il est le chef d'état-major), vient conférer avec Rundstedt et son état-major. La réunion fait l'objet d'un compte rendu dans le journal de marche de l'unité :

Pendant la nuit, rien à signaler.

Les changements de groupe impliqués par l'ordre de l'OKH du 23 mai (voir annexe) sont menés à bien; la 4ème armée reçoit des instructions en conséquence.

Le Führer arrive à 11h 30 et se fait expliquer la situation par le commandement du Hgr. Il approuve pleinement et entièrement l'idée que l'infanterie doit attaquer à l'est d'Arras, qu'en revanche les troupes rapides peuvent être stoppées sur la ligne atteinte Lens-Béthune-Aire-St-Omer-Gravelines, pour « intercepter » l'ennemi pressé par le Hgr B. Il souligne cette idée en insistant sur le fait qu'il est absolument nécessaire d'épargner les forces blindées pour les opérations à venir, et qu'un resserrement ultérieur de la poche ne conduirait qu'à un fort indésirable rétrécissement des possibilités d'action de la Luftwaffe.

Un ordre part dans ce sens à destination de la 4ème armée à 12h 45.

Ce texte, clé de voûte de toutes les hypothèses militaires, est d'une logique évanescence. A considérer les premières lignes, on ne comprend pas pourquoi le Führer gaspille son temps et son autorité à visiter un poste de commandement aussi docile à ses vues avant même de les connaître, puisqu'il ne fait qu'entériner des dispositions déjà prises, quitte à en expliciter alors les raisons, le groupe d'armées n'en ayant avancé strictement aucune !

Le *Haltbefehl* a donc été décidé sans lui, par Rundstedt. Mais alors, le journal devrait le dire, au lieu d'expliquer 1°) qu'il ne s'est rien passé pendant la nuit et 2°) que le seul fait notable de la matinée, avant l'arrivée du Führer, est la transmission à la 4ème armée des instructions relatives à son transfert au Hgr B. Mais la suite est encore plus étrange :

Questionné par le Führer sur la conduite ultérieurement prévue des opérations, le général von Rundstedt annonce que le soir, à 20 heures, la nouvelle répartition entre les Hgr A et B, ordonnée par l'OKH, entre en vigueur.

Ainsi, le Hgr A aurait émis un ordre de première importance sur les mouvements d'unités qui, avec son accord, allaient échapper à son autorité quelques heures plus tard, et aurait fait entériner ces dispositions par le chef de l'armée et de l'Etat, sans qu'il soit question le moins du monde de ce changement d'affectation, dont le chef n'aurait été informé qu'ensuite!

Mais les journaux de marche des unités militaires sont bien connus des historiens pour leur

fiabilité relative. L'officier qui les signe a moins le souci de dire ce qui s'est passé que de démontrer à l'échelon supérieur qu'il a fait de son mieux pour exécuter ses ordres. Ici, la désinformation est palpable. A quoi donc l'état-major passait-il sa matinée? A exécuter docilement le diktat qui le privait de ses plus belles unités. Pourtant, la page du 23 indique que cet ordre, téléphoné dans la soirée, avait été accueilli par des protestations immédiates. Mais n'allez surtout pas croire que la visite du chef suprême résulte d'une réclamation à lui adressée, par dessus la tête de l'OKH : ce point est arrivé très tard dans la conversation. Auparavant on a fait son métier, en informant le commandant suprême des dispositions prises en matière d'opérations et il n'a fait que les approuver... en exposant, lui-même, leurs raisons, ce que Rundstedt ne semblait pas se soucier de faire.

Rundstedt acheté?

Si maintenant nous décodons cette page, nous pouvons raisonnablement estimer qu'il a été question du changement d'affectation de la 4^{ème} armée beaucoup plus tôt, et que Hitler a accordé au Hgr de garder ses blindés -une chose qu'il fera entériner à Brauchitsch, lors d'une rencontre orageuse, l'après-midi même. Cependant, le témoignage d'un membre de l'état-major de Rundstedt, le colonel Blumentritt, ainsi que le journal de Jodl, donnent à penser que Hitler a seulement appris l'initiative de Brauchitsch lors de cette visite au Hgr A... ce qui, de la part d'un manipulateur aussi informé et sur une question aussi essentielle, a de quoi surprendre, même s'il est vrai, rappelons-le, que Brauchitsch ne l'a ni consulté, ni mis au courant. En admettant qu'il n'ait aucune antenne dans l'entourage de Brauchitsch (ce qui est possible, pour ne pas risquer de vexer l'homme si son espion était découvert, et pour lui faire croire qu'il respectait ses prérogatives; cependant, n'avait-il pas des officiers de liaison?), la logique veut qu'au moins le Hgr A ait alerté l'OKW, puisqu'une complicité s'était nouée entre Rundstedt et Keitel. Peut-être Rundstedt en personne a-t-il, sans le dire à son état-major, avisé Keitel (par exemple lors d'une visite matinale en avion), lequel a rendu compte à Hitler mais non à Jodl, ce qui permet à Hitler de simuler la surprise (dont Jodl rend compte innocemment, dans son journal, preuve qu'il ne savait rien et croit que Hitler non plus).

L'intérêt de la manœuvre? Mettre en évidence la faute de Brauchitsch, qui s'affranchit de l'obéissance sur une matière des plus vitales -la conclusion de l'offensive qui met l'ennemi à genoux- et mettre en valeur la solidarité du Führer et du Hgr A.

S'il a été question de l'ordre de Brauchitsch avant, et non après, la décision d'arrêt, celle-ci apparaît comme une monnaie d'échange. Hitler maintient son appui au Hgr A, la preuve, il lui donne, sans passer par la hiérarchie, un ordre en apparence aberrant et lui demande, non seulement de l'appliquer en confiance, mais de rédiger son journal de telle manière que l'ordre paraisse venir du groupe d'armées, quitte à ce que ce soit le Führer qui en fournisse les justifications.

En lui retirant ses blindés tout près du but, l'OKH avait l'air de vouloir priver Rundstedt et son Hgr des lauriers de la victoire. Hitler a peut-être justifié l'arrêt, devant Rundstedt, par la nécessité de reprendre les choses en main. Brauchitsch n'allait-il pas se rebiffer, refuser de modifier ses ordres, faire foncer les blindés sous la direction de Bock et mettre tout le monde devant le fait accompli? Il est possible, et il serait bien dans sa manière, que Hitler ait entraîné Rundstedt dans un jeu peu moral, le rendant complice d'une manœuvre propre à retarder la mise hors de combat de l'ennemi, pour des motifs où la vanité du général avait sa part. Cette hypothèse a pour elle le silence, sans doute embarrassé, de cet officier qui devait vivre encore huit ans après la guerre en restant bien discret sur l'ordre d'arrêt². Aurait-il

² On ne connaît que deux déclarations de lui à ce sujet et elles ne sont pas publiques -la deuxième portant, de surcroît, sur un sujet voisin, qu'il télescope avec le *Haltbefehl* d'une façon qui ne saurait être innocente : -le 29 mai, en marge d'une réunion d'état-major organisée par l'OKH, il explique à Bock qu'il avait eu peur que les « faibles petites forces de Kleist » ne soient bousculées par la masse des Anglais en retraite (d'après le journal de Bock); -en 1950, dans un commentaire à l'usage des services américains, il met en cause le seul Hitler et dit qu'il « devait bien finir par obéir à son « ordre sans cesse répété ». Mais cet ordre, écrit-il, consistait à « s'arrêter et n'avancer qu'à une portée de canon de Dunkerque » : c'est là amalgamer le *Haltbefehl* et sa levée partielle du 26 mai, comportant non plus un ordre d'arrêt puisqu'il s'agissait d'un redémarrage, mais mettant effectivement à celui-ci des limites propres à permettre un embarquement. (références dans la *Ruse...*, op. cit., p. 278).

eu conscience de s'être fait non seulement piéger, mais un peu acheter? Notons encore que, dès le surlendemain, il demandait la levée de l'ordre à Hitler, qui s'exécutait aussitôt : cela aussi semble confirmer l'existence d'un pacte, comme si Rundstedt n'avait accepté de partager la responsabilité de l'arrêt que moyennant le droit de reprendre l'offensive à son gré.

Nous venons de faire beaucoup d'hypothèses. Elles offrent certes un intérêt historique supérieur à la lecture des documents au premier degré et à la cécité sur leurs contradictions, qui amène à partager équitablement la responsabilité de l'arrêt entre Hitler et Rundstedt, mais ce ne sont que des hypothèses. Il est temps de dégager une certitude, qui va nous permettre d'aller plus loin : dans la conception de cet ordre, Rundstedt n'est pour rien et Hitler, pour tout. Le vieux général n'a rien d'un passéiste qui s'angoisse devant la vitesse des blindés. Sinon, nous le saurions par Manstein, qui au contraire nous dit que son supérieur l'a toujours soutenu dans ses efforts pour faire abandonner par l'OKH le frileux plan hérité de Schlieffen, et a transmis lui-même les mémoires impatientes qu'il adressait sur ce sujet à l'automne de 1939, en les prenant à son compte. Seulement, dans la genèse de l'offensive et dans ses premiers jours, Rundstedt s'est fait passer par Hitler une sorte de licou. De moins en moins bien vu à l'OKH, il a pris l'habitude d'endosser certaines lubies du Führer, comme la défensive sur l'Aisne et la Somme et, menacé de perdre ses blindés, il continue.

Mais qu'a donc en vue le Führer lorsqu'il impose ce blocage? Avant d'y venir, il faut régler une question que le document du Hgr A nous a fait entrevoir, celle du rôle de Göring et de son souci, invoqué par plus d'un, de réserver les lauriers à « l'aviation, arme nazie ».

Le rôle déterminant de Göring sur le front... diplomatique

La vision commune de Göring est à l'avenant des préjugés ambiants sur Hitler et doit beaucoup, elle aussi, aux caricatures bien intentionnées des années 30. La longévité de quelques clichés inusables est un signe que des enjeux politiques continuent d'inhiber le travail scientifique. Vantard, incompetent, sybarite, morphinomane, aimant plus les décorations que les efforts requis pour les mériter, le numéro 2 aurait été, dans la direction du Reich numéro 3, un poids mort. Lorsqu'on parle

Reich numéro 3, un poids mort. Lorsqu'on parle de ses origines sociales, plutôt huppées, c'est surtout pour dire qu'elles le prédisposaient à prendre la tête d'un clan antisoviétique et anglophile : Hitler aurait balancé entre lui et Ribbentrop, anti-anglais et russophile. Rien de tout cela ne se vérifie dans les documents qui, en revanche, nous apprennent que ces personnages et leur Führer s'efforçaient de donner une telle impression. Mais si, dans l'affaire, Ribbentrop est surtout manipulé, Göring, en revanche, est le complice élu, l'alter ego du Führer.

Ils vivaient dans un voisinage géographique qui permettait une coordination rapide et discrète, que ce fût à Berlin, à Berchtesgaden ou, lors des combats, dans leurs quartiers généraux respectifs. Hitler s'était fait construire un camp au « Felsenest », dans l'Eifel, tandis que Göring commandait l'aviation depuis un train garé à proximité. L'OKW a gardé souvenir de ses surgissements inopinés et de ses longues conversations particulières avec le Führer. Dans ces conditions, le coup de téléphone du 23, rapporté par des témoins répartis aux deux bouts du fil, est bien suspect. Au reçu d'un rapport sur l'avance des blindés, Göring se serait écrié que la suite des opérations était « un travail pour la Luftwaffe » et aurait exigé de parler immédiatement au Führer. Cependant, les témoins disent que le destinataire n'a pas été converti d'emblée, ce que confirme l'adoption du *Haltbefehl* près d'une journée plus tard. Curieux comportements, de la part d'une direction politico-militaire en train de mener l'une des opérations les mieux maîtrisées de l'histoire. Ils ne sonnent pas plus juste si on considère leur qualité de dirigeants nazis : Hitler avait-il vraiment besoin de Göring pour lui rappeler, au dernier moment, que l'aviation, embryonnaire en 1933, était l'une des réalisations les plus spectaculaires du régime et qu'il convenait de mettre en valeur son rôle dans la victoire?

Puisque Hitler ne réagit pas tout de suite, et attend d'être chez Rundstedt pour émettre l'ordre d'arrêt, c'est qu'en tout état de cause l'intervention de Göring n'a rien eu de décisif. Mais puisque les attendus de l'ordre, mis dans la bouche de Hitler par le journal du Hgr A, font allusion à la Luftwaffe, c'est la preuve que le Führer utilisait son compère comme une caution, complétant celle de Rundstedt.

De quelques autres hypothèses

On peut traiter plus vite un bouquet d'autres justifications, soit privilégiées par certains historiens, soit, par d'autres, livrées en vrac comme ayant « joué un rôle » dans la décision :

-le « terrain marécageux des Flandres » : en filigrane dans le journal de marche, l'argument va être développé par Hitler devant d'autres interlocuteurs; il aurait plaidé qu'il connaissait bien le terrain pour y avoir combattu lui-même entre 1914 et 1918 : belle occasion de se faire passer pour un incompetent, qui ne jure que par son expérience de fantassin sans prendre garde qu'à présent il commande en chef. Mais l'argument, techniquement, ne vaut rien : le drainage de l'endroit a beaucoup progressé dans l'entre-deux-guerres, ainsi que le réseau routier; il faudrait, pour que Hitler ait raisonné ainsi, que ce fantassin nostalgique n'ait pas daigné jeter un œil sur les cartes récentes du secteur... que n'importe quel diplomate allemand pouvait se procurer dans les kiosques de France jusqu'au 3 septembre précédent, et de Belgique jusqu'au 10 mai ! Enfin, loin de justifier un ralentissement, ces considérations pédologiques auraient dû inspirer une accélération puisque les routes étaient quasiment libres et que c'était seulement si on laissait à l'ennemi un répit qu'il pouvait les barrer, obligeant les chars à s'aventurer sur des terrains moins sûrs.

-la « préservation des blindés pour la suite de la bataille » jure tout bonnement avec ce qui va se passer, puisque ces engins sont remis en service le 27, lorsque l'avance reprend, et ne sont retirés du secteur que le 28 pour être redéployés au sud. Là encore, c'est un argument manié par Hitler et il serait temps de s'en méfier.

-le souci d'épargner les villes flamandes : puisqu'au lieu d'investir élégamment Dunkerque par l'ouest et le sud on s'en approche lourdement par le nord, donnant à Bock le rôle de « marteau » et à Rundstedt celui d'« enclume », c'est la France qui est épargnée, et la Flandre belge qui se retrouve dans l'œil du cyclone. Ici aussi, l'argument colle mal aux réalités. Il a d'ailleurs été assez peu employé : seul un témoignage tardif de Halder en fait état et sa notoriété lui est venue d'avoir été pris au sérieux dans un best-seller, celui de Shirer.

Dans tout cela, une seule leçon solide : Hitler noie le poisson, et ses interlocuteurs, sous un dé-

luge de préoccupations diverses, dont aucune n'était de nature à provoquer une décision aussi paradoxale et aussi lourde de conséquences.

Diplomatie? Oui, mais...

Reste l'hypothèse diplomatique. Encore convient-il de ne pas la caricaturer pour mieux la démolir, ce que font avec aplomb la plupart de ses adversaires. Si on dit que Hitler a laissé exprès les Anglais s'embarquer, on contredit un document : la directive n° 13, où il demande expressément à ses troupes d'empêcher l'embarquement. Ce que semblent confirmer les efforts faits par la Luftwaffe, et par l'artillerie, pour s'y opposer. Le mauvais temps, peu prévisible après une période caniculaire, a joué en faveur des défenseurs, privant les assaillants de couverture aérienne les 29 et 30 mai, jours décisifs où les évacuations grimperent aux alentours de 50 000 hommes, contre 7000 le 27 et 17 000 le 28. Il est donc un peu rapide de dire que la Wehrmacht est restée passive devant l'évasion britannique. D'autre part, il eût été aventureux de considérer qu'une Angleterre ayant sauvé son armée serait plus disposée à traiter que si elle l'avait perdue.

Hitler avait bien en vue un rembarquement britannique, mais non point sous les bombes. Rappelons-nous son programme : il ne cherchait d'« espace vital » que vers l'est. S'il a mené cette offensive, c'est parce qu'il avait besoin de détruire, sur ses arrières, la force militaire française. La besogne est largement entamée, au point qu'on peut, provisoirement, la laisser en l'état. De la France il a détruit, ou il tient à sa merci en Belgique, le plus clair des chars et des canons lourds. Il peut lui imposer une paix qui la laisse largement désarmée. Aurait-elle seulement de l'argent pour forger de nouvelles armes? En aurait-elle surtout la volonté, après la victoire si chèrement acquise en 1918 et si lamentablement gaspillée depuis 1933? Il est probable que, comme après 1815, le métier militaire n'y serait guère à la mode et que l'empire colonial suffirait à canaliser l'énergie des baroudeurs. D'autre part il ne fait pas de doute que cette paix, la France est prête à la signer. Cela est clair pour l'historien qui lit le procès verbal (découvert par les Allemands, et publié par eux dès 1941) du comité de guerre du 25 mai : la totalité des dirigeants civils et militaires est d'accord pour jeter les dernières forces dans un combat sur

la Somme et l'Aisne qui a tout l'air d'un baroud d'honneur, et aucun repli vers des positions plus défendables n'est, fût-ce du bout des lèvres, envisagé par quiconque. La ligne Maginot, en particulier, qui est déjà largement tournée, ne sera pas évacuée. De ces dispositions, Hitler peut observer bien des signes, en particulier cette propension à fortifier la berge sud des deux rivières plutôt que de lancer des contre-attaques, ou de préparer des lignes de repli en profondeur. Mais surtout, c'est politiquement qu'il a de quoi se rassurer. Reynaud parle beaucoup et n'agit guère. Il change ministres et généraux, prend un ton révolutionnaire et cause de salut public mais rien ne vient galvaniser réellement l'énergie nationale autour d'un but qui pourrait contrarier les Allemands. La montée de l'influence de Pétain est patente, or Hitler le connaît bien, par l'intermédiaire de l'ambassadeur von Stohrer qui était jusqu'au 17 mai son collègue à Madrid : son entourage et ses propos ne respiraient pas la mobilisation antifasciste et il est notoire qu'il avait désapprouvé l'entrée en guerre, allant jusqu'à serrer publiquement la main de son homologue germanique plusieurs semaines après.

Le grain de sable churchillien... et l'édredon stalinien

Le vrai, le seul problème, pour Hitler, s'appelle Churchill. Le 10 mai à l'aube, lorsque s'ébranlait l'offensive, le premier Anglais se nommait Chamberlain et, s'il avait marqué du dégoût pour sa personne depuis la violation des accords de Munich (15 mars 1939) et avait fini par lui déclarer la guerre, tout montre qu'il voulait la faire à moindres frais et le chef allemand a bien des raisons d'espérer que, devant l'encerclement des armées du nord, il rendrait sportivement les armes. Dès lors, Hitler pourrait se retourner, d'une manière ou d'une autre, contre l'URSS. Il l'aurait probablement fait immédiatement, et peut-être sans guerre.

Il a en effet appris à connaître Staline, et pris la mesure de sa souplesse. Il se rend bien compte que le bolchevisme internationaliste, dans lequel il voyait, lors de ses discours munichois des années 20, un pur ferment « juif » de dissolution de la puissance russe, a fait place au souci de restaurer ladite puissance. Le léninisme s'est mué en justification rhétorique d'un certain nombre de pratiques, ce qui ne veut pas dire qu'il ait perdu toute impor-

tance. Ce que Lénine et Staline ont de plus commun, c'est le réalisme : précisément, Lénine avait plié, à Brest-Litovsk, devant un rapport de forces favorable à l'Allemagne, et lui avait cédé l'Ukraine. Hitler a quelques raisons de penser que Staline pourrait en faire autant, ou encore qu'il peut, à tout le moins, lui accorder une mainmise économique sur l'Ukraine, qui rendrait peu à peu théorique la souveraineté soviétique. L'évolution actuelle de la Chine donne quelque idée d'un tel schéma : si elle maintient son unité, et sa souveraineté sur une côte pacifique en proie aux investissements étrangers, c'est qu'ils sont le fait de sociétés multinationales relevant de plusieurs dizaines de pays -et que la superpuissance américaine se soucie davantage de porte ouverte que de mainmise politique; si, en juin 1940, l'Allemagne avait acquis le droit de mettre en valeur l'Ukraine, elle n'aurait pas tardé à en faire un protectorat, sans parler de toutes les occasions qu'elle aurait pu saisir d'achever la besogne par une guerre d'anéantissement de l'Etat soviétique, au moment où le contexte international lui aurait paru favorable.

De cette mollesse stalinienne, que Hitler pouvait prévoir, l'année suivant la chute de la France, connue depuis peu par une étude révolutionnaire de Gabriel Gorodetsky, offre moult échantillons. Enfin on a mis en lumière la stratégie de Staline et répondu à la question : pourquoi n'a-t-il pas, devant le danger croissant et connu d'une attaque allemande, frayé discrètement les voies d'une alliance avec Churchill? Là-dessus, comme sur l'ordre d'arrêt, on avait tout dit, avec le souci de trouver des explications plutôt que l'explication. Staline aurait été sourd, inconscient, muré dans ses préjugés, fier de son pacte germano-soviétique et persuadé qu'il allait tenir, voire (dernière billevesée en date) résigné à une guerre, ou même enchanté devant cette perspective, et prêt à prendre les devants : Hitler l'aurait coiffé sur le fil. En réalité, le Soviétique était prêt à faire à Hitler d'immenses concessions économiques en Ukraine et à Bakou, et s'attendait à l'ouverture de négociations, que l'Allemand laissait espérer. Dans les derniers jours, voyant bien que l'assaut se préparait, il ne courtisait pas davantage Churchill, car il s'attendait à un ultimatum. Ce qui a bien l'air de signifier qu'il l'aurait accepté. En conséquence, il se serait laissé éliminer de la guerre sans le moindre combat, avec de vagues garanties sur sa souveraineté, et il aurait

fait marcher son économie à plein régime en faveur de l'effort de guerre allemand, censé se tourner enfin résolument contre l'empire britannique.

Bref, Hitler promène Staline, il le fait depuis qu'il a ferré le poisson, au début de 1939, en engageant les pourparlers qui devaient conduire au pacte du 23 août. Tout son comportement montre qu'il reste fidèle au programme de conquêtes, orienté par le racisme, qu'il a développé dans *Mein Kampf* et le poursuit avec force feintes, mais par les voies, finalement, les plus courtes.

Chamberlain était prêt à tomber dans un piège, qu'il nous faut à présent découvrir.

La piste suédoise

L'expression « drôle de guerre » vient avant tout des soldats, qui trouvaient que, par son calme, elle ne ressemblait guère à la précédente. Mais l'historien peut lui donner un sens plus riche. C'est une drôle de guerre, parce qu'elle sent la paix... voire l'amour. La diplomatie n'a jamais été aussi active. Les pays neutres en sont le théâtre privilégié, ce qui suggère que le contact est maintenu avec l'ennemi. Il s'en passe, des choses, à Madrid, Copenhague, Rome, Lisbonne, Genève... Et surtout, peut-être, à Stockholm.

Birger Dahlerus, patron de la firme suédoise Electrolux, est inconsolable, dès l'été 39, de la mésentente qui s'installe entre le Royaume-Uni et l'Allemagne. Il connaît Göring, qui a résidé longtemps dans son pays, et il a des relations à Londres. Il entreprend des navettes entre les deux capitales, dès le mois d'août. Il va récidiver en octobre, puis en mai. On le prend quelquefois pour un simple particulier, un de ces innombrables voyageurs qui s'essaient à la diplomatie : c'est faire bon marché de ses liens avec son propre gouvernement; la documentation à ce sujet est assez fragmentaire, mais c'est une raison de plus pour supposer que ses actes n'engageaient pas que sa personne. Il apparaît notamment que les pièces portant son nom ont été systématiquement enlevées des dossiers du Foreign Office concernant les relations anglo-suédoises. Le guide officiel des archives publiques anglaises relatives à la Seconde Guerre mondiale avoue même, sans autre précision, qu'« une partie de la correspondance avec la Suède a été détruite en 1940, devant la menace d'une invasion » -une mention qu'on ne rencontre à aucun autre propos.

Dahlerus rend visite à Göring le 6 mai 1940. D'après les sources suédoises, il ne se serait agi que de la situation en Norvège, mais nous savons par un document français du 20 mai qu'un autre point a été abordé : Göring a indiqué que si l'Allemagne prenait l'offensive et atteignait Calais, la France devrait demander la paix et qu'elle l'obtiendrait moyennant de légers remaniements de frontières -les conditions s'aggravant ensuite, si cette offre n'était pas saisie. Mais il n'apparaît pas que Dahlerus soit venu en France et on ne sait qui a informé le gouvernement Reynaud, ni à quelle date -mais un document déniché par Costello, et daté du 20, prouve que le message est passé. Le 15 mai, le consul de Suède à Paris, Raoul Nordling, rencontre à son tour en tête-à-tête Göring, qui réitère le message, et il va ensuite trouver Reynaud, le 20, pour lui transmettre ce second avertissement. On ne sait à qui Reynaud en a parlé. Toujours est-il que lors du comité de guerre déjà évoqué, le président de la République, Albert Lebrun, soulève l'éventualité de conditions allemandes « relativement avantageuses ». Côté britannique, nous ne trouvons aucune mention d'un entretien entre Dahlerus et son interlocuteur habituel, qui n'est autre que le ministre des Affaires étrangères Edward Halifax. Cependant, celui-ci expose devant le cabinet, le 23, un « plan Dahlerus » de répartition équitable du minerai de fer suédois entre Allemands et alliés, que nous connaissons aussi par des sources suédoises : l'idée aurait été de Dahlerus, Göring, le 6, aurait accepté en se faisant beaucoup prier d'en parler à Hitler, après quoi, au cours d'une nouvelle entrevue survenue le 11, c'est l'Allemand lui-même qui aurait remis le projet sur le tapis, en disant que Hitler l'agréait.

Il va sans dire que le Feldmarschall, lorsqu'il laissait prévoir une prise de Calais, taisait soigneusement l'itinéraire sedanais et laissait croire que l'Allemagne se faisait fort de submerger les Alliés lors d'un choc frontal en Belgique : voilà encore une sirène qui claironnait à l'ennemi qu'il pouvait et devait, sous peine de déchoir, voler au secours des Pays-Bas. L'avertissement ne mettait pas seulement sur orbite une manœuvre diplomatique, il complétait les leurres adressés aux militaires : nous avons là un échantillon de l'art nazi d'intriguer sur plusieurs plans à la fois. Le 15, devant Nordling, on abat complètement le jeu et on révèle que la percée de Sedan a pour finalité une prise à revers de l'aile marchante alliée, par un

mouvement rapide vers Calais -c'est là une façon de défier l'ennemi, en position de force : soit il essaie sérieusement de contre-attaquer, et il a un tel retard qu'on peut espérer le repousser, soit il s'incline, se recueille sur les lignes d'eau que l'avance allemande lui abandonne et prouve qu'il a surtout envie de limiter les dégâts, ce qui en fait un candidat parfait à une paix « généreuse ».

Les failles de la résolution britannique

Si nous considérons la situation anglaise que Hitler avait sous les yeux lors du déclenchement de son offensive, soit un Chamberlain premier ministre, laissant beaucoup d'initiative à Halifax en matière diplomatique, et un Churchill marginalisé dans les questions navales ou, au plus, la coordination des questions de défense (une charge qu'il venait de recevoir), nous pouvons imaginer ce qu'il attendait des offres émises par Göring : il pouvait spéculer que les navettes de Dahlerus allaient s'intensifier et déboucher sur une prise de contact entre les deux gouvernements, enclenchant le mécanisme de la paix. Au lieu de cela, c'est une division du cabinet qui se produit, et un début de marginalisation de Halifax. Le bon accueil fait par celui-ci au « plan Dahlerus » d'armistice local dans le nord de la Norvège (autour de Narvik) et de répartition du minerai de fer est certes encourageant... mais précisément, il s'agissait dans l'esprit des Allemands d'installer l'idée d'une négociation, pour passer très vite aux actes; or le discours officiel britannique a bien changé, depuis cette allocution du 13 mai où Churchill promettait « du sang, de la peine, des larmes et de la sueur ». Hitler a besoin de savoir où cela mène, et quelle est la politique réelle du cabinet « de guerre »; et il entend tout mettre en œuvre pour la faire pencher du côté qui, de son point de vue, est le bon.

Churchill met les bouchées doubles pour consolider l'attitude belliqueuse de son pays, et son propre pouvoir. Il met en débat, de son côté et à sa manière, les questions qui taraudent Hitler. S'il gagne, c'est en usant du même atout que son rival : une habileté politique et diplomatique que certaines frasques antérieures empêchaient le commun des mortels de lui prêter. Ainsi, il s'appuie en virtuose sur deux piliers bien branlants, qu'il ne faut pas trop solliciter : ils ont nom Chamberlain et Attlee. Il charge le premier d'un rapport sur ce qu'il convient de changer pour faire face à la situation.

Halifax est sans doute bien aise d'échapper à la besogne : il évite de prôner, en avant-garde, la paix, il préférerait que l'idée vienne d'un autre, et d'un constat collectif que la politique de guerre a échoué. Sans doute escompte-t-il que Chamberlain va conclure dans ce sens. Mais le rapport que fait ce dernier, le 18, et qu'Attlee, chef du parti travailliste et membre du cabinet, convertit en un projet de loi voté le 22 aux Communes, n'est pas aussi net. Pour tenir, dit-il, l'Angleterre devrait « adopter une forme de gouvernement proche du totalitarisme », en matière politique et économique. Si la nouvelle loi donne à Churchill de grands pouvoirs, qu'il met à profit pour interner sans jugement le chef des fascistes anglais, Oswald Mosley, pourtant discret depuis l'entrée en guerre, elle est en même temps provocatrice. Veut-on vraiment que l'Angleterre, pour mieux lutter contre le fascisme, en adopte les mœurs? Pire, que ses patrons perdent leur liberté d'investissement? Tout cela ne fait pas très sérieux, très réel. Précisément, la loi sera peu appliquée. Elle est surtout, explique Attlee, un instrument mis à la disposition du gouvernement en cas de besoin. Et, ce qu'il ne dit pas -et sans doute n'aperçoit pas clairement-, une épée de Damoclès au-dessus de la tête de Halifax, à la disposition de Churchill, qui doit en user avec modération.

Toujours est-il que, le 23 mai, le plan Dahlerus est enfin discuté par le cabinet de guerre, et qu'il est repoussé. La confrontation des archives anglaises avec les sources françaises et suédoises prouve sans doute possible que Halifax n'a pas tout dit à Churchill. C'est le 19 mai qu'il a, en passant, informé ses collègues de l'existence d'une « proposition obscure, apparemment d'origine allemande », de neutralisation de Narvik. C'était pour étayer une argumentation favorable, en principe, à la poursuite de la guerre ! Cette offre aurait prouvé que l'Allemagne manquait de matériel, puisqu'elle devait, pour attaquer à l'ouest, se mettre sur la défensive au nord... L'orateur, sans mettre le plan Dahlerus en débat, proposait d'annoncer à la Norvège et à la Suède qu'il était repoussé par le cabinet britannique.

Lorsque, deux jours plus tard, il remet le sujet sur le tapis, il lève d'autres coins du voile : il a télégraphié à ses ambassadeurs en Suède et en Norvège, non point pour les informer du rejet par Londres d'une obscure proposition apparemment germanique, mais pour leur dire qu'il convenait de

cesser de négocier au sujet du plan Dahlerus, ajoutant toutefois qu'en raison d'un manque de matériel *chez les Alliés* (et non chez les Allemands !) on se résoudrait peut-être à évacuer Narvik « selon les modalités » prévues par le plan. En conséquence il ne fallait « pas fermer la porte » sur cette éventualité.

Ainsi, en deux jours, une proposition présentée au cabinet comme une lubie suspecte se mue en une négociation dans laquelle des ambassadeurs britanniques sont, sans que ledit cabinet l'ait nullement autorisé, partie prenante : nous découvrons un Halifax funambule, qui cache des choses à ses collègues mais qui a besoin, aussi, de les informer, à retardement, pour que ses menées reçoivent l'estampille de son gouvernement et n'apparaissent pas comme le fait d'un simple clan.

Nous n'avons pour l'instant aucune trace, côté britannique, de la transmission par Dahlerus des offres de Göring. Mais puisque celles-ci sont établies, et que la Suède a fait en sorte que Halifax fût au courant de sa proposition au sujet de Narvik, la probabilité qu'elle n'ait pas gardé le silence sur une ouverture allemande de paix qui allait dans le sens de ses efforts constants est infinie. Il est tout aussi probable que Halifax n'a pas répercuté l'information vers Churchill. Mais ici, deux hypothèses sont en balance, les circonstances et le calcul. Nous avons le choix entre un Halifax qui, impressionné, submergé par un Churchill *ne voulant pas entendre parler* de paix, n'a jamais réussi à placer un mot dans ce sens, et un ministre intrigant, tramant dans l'ombre un complot qu'il se réservait de révéler une fois le succès assuré. Cela dit, il ne faut pas se méprendre sur son énergie, sa détermination et même son éloquence. Après les banderilles du plan Dahlerus, il va bel et bien tenter l'estocade... tout juste pendant la durée de l'arrêt allemand.

Nous n'avons pas de document indiquant que les directions française, belge ou britannique sont informées d'un arrêt allemand intentionnel, destiné à leur offrir une porte de sortie, par la signature de la paix, avant l'assaut final. L'ordre d'arrêt a certes été intercepté, et son exécution remarquée, par les armées belge et anglaise, mais nous ne savons rien de l'éventuelle transmission de l'information aux instances politiques et il n'en est pas question dans les échanges, assez bien connus (mais des transmissions de vive voix, ou téléphoniques, peu-

vent nous échapper), entre les gouvernements anglais, français et belge. S'agit-il d'un secret particulièrement bien gardé, jusqu'à nos jours, dans les trois capitales? Mais l'exemple, que nous venons de présenter, du plan Dahlerus, plaide en sens inverse. La censure a voulu cacher ces tracasseries sur Narvik, elle n'y est pas parvenue et en recoupant les sources françaises, anglaises et suédoises, qui toutes ont pâti d'une volonté évidente de dissimulation, nous arrivons à reconstituer presque complètement le puzzle. Rien de tel en ce qui concerne le *Haltbefehl*. Nous en concluons que les Allemands ont probablement arrêté leur marche sans le dire à l'ennemi, en le laissant constater tout seul qu'il n'était plus attaqué et que la porte de Dunkerque restait ouverte. Hitler pouvait se permettre de ne pas être trop net : il avait fait le nécessaire pour que ce temps fût, de toute façon, mis à profit par les gouvernements ennemis pour aborder la question de la paix.

Nous avons vu ce qu'il en était du côté français, lors du comité de guerre du 25 mai. Le désaccord n'est pas, comme en juin, entre partisans et adversaires d'un armistice, mais entre ceux qui pensent qu'il faut le signer avec l'accord de l'Angleterre (Reynaud, Weygand, Campinchi) et ceux qui pensent que la France peut se passer de l'avis et de l'accord de ses alliés (Pétain et Lebrun). C'est donc à Londres que tout se joue, en cette même soirée du 25, avant que la visite de Reynaud à Londres, le 26, ne voie une mise en commun des délibérations des deux capitales et un triomphe, à l'arraché, de Churchill.

Gort et Ironside complices de Halifax?

Il est un point sur lequel l'histoire n'a pas rendu justice à Pétain. En installant un régime de collaboration, dans l'argumentaire duquel le « lâchage anglais à Dunkerque » tenait une place de choix, il a poussé Londres à publier anormalement tôt, le 10 octobre 1941, le rapport du général qui commandait ses troupes sur le continent, lord Gort. On y lit en toutes lettres que, analysant le 18 mai la situation catastrophique créée par la progression allemande au sud, il avait prôné le rembarquement. Le mobile de Churchill, lorsqu'il fait connaître cette prose, est transparent : il tient à faire savoir qu'il a résisté dix jours avant de se ranger à cet avis, dont l'avenir a confirmé la sagesse, pour des raisons qui ne pouvaient tenir qu'à la solidarité

interalliée, au désir justement de ne pas lâcher la France.

C'est le 25 mai que tout bascule. Une légende veut que Gort ait pris sur lui, vers 18h, de ramener ses troupes vers Dunkerque. C'est mal lire son rapport : la décision qu'il prend alors dans l'urgence, sans en référer à Londres, c'est d'affecter au nord, à la consolidation du front belge en train de craquer, deux divisions qu'il tenait en réserve pour faire, avec les Français, la fameuse attaque vers le sud. L'évacuation par mer est, si on veut, en germe dans cette décision, mais elle n'est pas prise alors, ou, du moins, aucun document n'en porte trace. C'est donc bien Churchill qui la prend, sans en référer, lui, au cabinet, dans la soirée. Plus précisément, au cours d'un comité des chefs d'état-major, qui débute à 22h. Il est suivi, mais là-dessus point de rapport sinon les mémoires de Churchill, d'une réunion informelle entre lui, son conseiller militaire Ismay et les deux généraux à la tête des forces armées impériales britanniques, Ironside et son adjoint Dill. Il est décidé que le second succède, immédiatement, au premier. Cela s'appelle un limogeage en pleine bataille. Des honneurs s'ensuivront. Ironside sera successivement fait chef des troupes de l'intérieur (mais seulement pour un mois : lorsque le danger d'invasion se précise en juillet, il est mis à la retraite), maréchal et baron. Assez cyniquement, Churchill explique ces distinctions par l'abnégation dont il a fait preuve ce soir-là. Mais la décision elle-même, il ne la justifie que par l'excellence de Dill et la parfaite adéquation des qualités d'Ironside à son nouveau poste -on sait ce qu'il en advint ! Tout ce que nous pouvons ajouter, c'est que ce général, pour être aussi prestement débarqué, devait faire obstacle aux volontés churchilliennes. Comme celles-ci procédaient alors d'une obsession unique, la poursuite de la guerre quoi qu'il arrive, il y a des raisons de penser qu'Ironside n'était pas l'adversaire résolu d'un armistice et qu'il avait donné sur ce point des signaux, auxquels un Halifax n'était pas resté insensible. Témoin cet indirect hommage prononcé le 26 par Halifax devant le cabinet, à l'annonce, non du débarquement d'Ironside, mais de la décision d'embarquement des troupes : « Dans le noir tableau qui vient d'être fait il y a une lueur : le débat sur les torts et les mérites de l'action de Lord Gort faisant retraiter ses armées a reçu des faits une sanction indis-

cutable, et il ne devrait plus y avoir de récrimination sur ce point. »

Le journal d'Ironside, publié par sa famille avec des coupes avouées et sans que l'original soit encore accessible, fait volontiers état d'une certaine mauvaise humeur devant l'irréalisme de Churchill. Autre indice : au cours d'une de ses navettes, en octobre, Dahlerus avait suggéré à Hitler d'engager des pourparlers en faisant venir incognito Ironside à Berlin. Enfin, il faut rappeler en un mot l'affaire d'Arras : le 23 vers 19h, Gort avait ordonné l'évacuation de cette place vers le nord-est et n'avait envoyé prévenir que vers minuit les unités françaises que ce mouvement exposait, alors même que tout ce monde était censé attaquer vers le sud le lendemain, dans le cadre du « plan Weygand ». Mais s'il avait informé un peu tard les officiers français du secteur, Gort n'avait pas du tout avisé Churchill. Weygand et Reynaud avaient, comme de juste, protesté sur tous les tons, heureux de justifier par cette défection l'inexécution persistante du plan du général français. Dans la nuit du 24 au 25, vingt-neuf heures après l'évacuation, Churchill en était réduit à télégraphier à Reynaud qu'il ne savait rien. Il faut encore une demi-journée pour que le cabinet soit saisi du problème, vers midi. Churchill indique qu'un émissaire du War Office l'a averti de l'abandon d'Arras après l'envoi de son télégramme à Reynaud.

Autre sujet d'étonnement, et non le moindre : si Churchill se moque de nous dans ses mémoires en présentant le déplacement d'Ironside comme une discussion de gentlemen autour d'un thé, Gort commet une bien curieuse erreur quand il écrit dans son rapport que Dill, lorsqu'il lui rend visite le 24, est déjà chef d'état-major impérial.

S'il est clair que Gort avait pris une initiative importante à l'insu de son ministre de la Défense et premier ministre, et il est peu concevable qu'il ait pareillement snobé son général en chef. La caution vague et tardive que Halifax donne, en ce matin du 26, à un mouvement de retraite ordonné par lui ne peut guère être rapportée, par les assistants, qu'à cette affaire d'Arras. A nos yeux étonnés d'observateurs fin de siècle, il apparaît suggérant, certes discrètement, qu'il a couvert une certaine fronde des généraux contre l'aventurisme churchillien. Mais qu'on se rassure : c'est dans l'exercice de ses fonctions diplomatiques qu'il

montre, ce jour-là comme les autres, le plus d'insubordination.

Ministre conservateur et ambassadeur fasciste

Pendant que Churchill use de ses pouvoirs de ministre de la Défense pour remanier d'urgence le haut commandement, Halifax met plus que jamais ses prérogatives diplomatiques au service de ses idées personnelles. Juste après la Suède, c'est l'Italie qui émerge au premier plan des neutres par lesquels les pacifistes des deux grandes démocraties cherchent à prendre langue avec l'ennemi. Le cabinet anglais a certes autorisé quelques contacts : le matin du 25, Halifax l'informe que Vansittart, « conseiller diplomatique en chef », a rencontré Paresci, l'attaché de presse de l'ambassade italienne à Londres, pour causer de ce qui pourrait retenir l'Italie d'entrer en guerre. Le cabinet décide que les contacts seront poursuivis. Et dire que tant d'auteurs, traitant de cette campagne, écrivent que Guderian n'en faisait qu'à sa tête ! S'ils le connaissaient, quels mots trouveraient-ils pour caractériser le comportement de Halifax ? Car l'après-midi même, à 17 h, il élargit ses instructions jusqu'à convoquer et recevoir l'ambassadeur en personne et ce pour causer, non des concessions qui pourraient retenir le pays non-belligérant d'entrer en guerre, mais bel et bien du rôle qu'il jouerait dans une éventuelle conférence de paix. Le diplomate, Giuseppe Bastianini, un proche de Mussolini qui l'appellera au ministère quelques années plus tard en remplacement de son gendre Ciano, fait bon accueil à la proposition et s'engage à la transmettre au Duce. Halifax, rendant compte au cabinet le lendemain matin, prétendra que c'est Bastianini qui, le premier, a parlé de conférence ! Il contredit ainsi grossièrement le compte rendu qu'il a lui-même envoyé à son ambassadeur romain, et que recoupe celui des archives italiennes. Cependant cette pièce sera annexée aux minutes du cabinet le 10 juin, sans que personne remarque la supercherie ou, du moins, revienne sur la question.

Reynaud à Londres

« Il vient nous annoncer que la France va capituler » : c'est en ces termes que Churchill annonce à ses collègues, le matin du 26, l'arrivée

prochaine de Reynaud. Ce qu'il ne leur dit pas, c'est qu'il va s'ingénier à lui faire garder ses paroles dans le gosier... avec un certain succès.

Une idée fautive fait encore florès : les offres alléchantes que la France fait à l'Italie, en matière coloniale, en ces derniers jours de mai, n'auraient eu d'autre objectif que de dissuader ce pays d'entrer en guerre. On dit aussi qu'elles auraient été le fait de Daladier, ministre des Affaires étrangères, plus que de Reynaud, président du conseil. Deux façons de détourner l'attention de l'essentiel : le gouvernement français, et avant tout son président, cherchait essentiellement, par ces concessions, à persuader l'Italie de jouer un rôle de médiateur entre les belligérants, en vue d'un traité de paix. Une preuve en est fournie par le journal du colonel de Villelume, chef de cabinet de Reynaud au ministère de la Guerre, après être devenu progressivement son principal conseiller militaire pendant la drôle de guerre en lieu et place du colonel de Gaulle. Publiée en 1975, cette pièce piétine beaucoup d'idées reçues, ce qui explique sans doute qu'elle ait été assez peu lue. Faisons-le :

25 mai (...) Tard dans la soirée, je vais voir le président, avec Baudouin et Leca. Je développe les raisons pour lesquelles il faut à mon sens obtenir d'urgence la médiation de l'Italie. Mais j'ajoute que « nous n'aurons pas cette puissance avec du sucre ». Il lui faut quelque chose de substantiel. Autant que nous le sachions, et comme l'indique la logique, plus encore qu'à son accroissement c'est aux instruments de son indépendance que vont ses aspirations les plus profondes. Elle veut donc avoir la certitude de disposer librement des deux entrées de la Méditerranée. Il importe donc de convaincre les Anglais de la nécessité de faire un sacrifice à cet égard.

Après une longue discussion, Paul Reynaud décide de partir demain matin, avec moi, pour Londres. Churchill, prévenu par téléphone, répond qu'il attend le président. Aussitôt, sans prendre le temps de dîner, je vais voir Weygand pour le mettre au courant de notre voyage et me renseigner en détail sur la situation. Le général me remercie de ma visite et, à une demande de ma part, répond qu'il n'a aucune instruction particulière à me donner.

On peut tout d'abord relever que Villelume, s'il se prend très au sérieux, ne l'est guère par ses

supérieurs ou ceux qu'il présume tels : les ministres, comme Reynaud et Baudouin, ou celui devant lequel il s'incline bien bas, Weygand -alors qu'en tant que chef de cabinet du ministre de la Guerre, il devrait lui transmettre des ordres plutôt que de lui demander humblement ses « instructions »- ou encore Dominique Leca qui, également chef de cabinet, est plus haut placé que lui, car il seconde Reynaud dans sa fonction de président du conseil. Il est bien mal informé : il croit que le voyage à Londres se fait sur ses instances, alors qu'il a été décidé au cours du comité de guerre. Il ignore visiblement tout des tractations par la Suède (alors que Leca sans doute est au courant, puisque le document précité du 20 mai, faisant état des offres de Göring à Dahlerus, émane du « cabinet diplomatique » de Reynaud). Au milieu des Leca et des Baudouin, rompus aux contorsions dialectiques permettant de rechercher la paix tout en tenant des discours belliqueux, le marquis de Villelume est un Alceste incapable de déguiser sa pensée. Mais elle ne choque aucun de ses interlocuteurs. Il avait commencé une sorte de croisade vers 16h 15, après l'arrivée d'un télégramme du général Blanchard (successeur de Billotte) annonçant pour le 27 l'offensive, tant de fois promise, des armées du nord vers le sud. Villelume, qui ne croyait pas en son succès, avait conclu sur-le-champ qu'il convenait d'entamer les négociations de paix avant qu'elle échoue. Il en parle à Leca, qui va trouver Baudouin. Il en ressort que, pour ces trois hommes clés de l'entourage de Reynaud, le but essentiel du voyage à Londres est de convaincre les Anglais de faire « des offres de territoires à l'Italie ». Ils agissent comme s'ils étaient persuadés qu'une conférence de la paix va s'ouvrir bientôt.

Reynaud déjeune en tête-à-tête avec Churchill, puis rencontre brièvement les autres membres du cabinet. Malheureusement nous ne connaissons la conversation particulière avec le premier ministre que par le récit qu'il en fait, sur le moment, à ses collègues. Reynaud lui a exposé longuement les offres qu'il convenait, selon lui, de faire à l'Italie mais, à la question de savoir quelle utilité elles auraient, Churchill dit qu'il n'a pas répondu clairement. Il n'aurait donc pas osé appliquer le mandat du comité de guerre, sur la suggestion de Weygand, d'« exposer nos difficultés », ni faire ce qu'il avait convenu avec ses collaborateurs, c'est-à-dire proposer une médiation italienne assortie de cadeaux substantiels. C'est ce qui res-

sort des explications embrouillées qu'il donne à Villelume :

Paul Reynaud revient à l'ambassade vers 4 heures. Halifax, nous dit-il, a été le seul à montrer de la compréhension; Churchill, prisonnier de l'attitude de matamore qu'il a toujours eue devant ses ministres, a été résolument négatif. Je demande au président s'il l'a menacé de conclure une paix séparée. Il répond affirmativement, mais ajoute que cela n'a servi à rien. J'ai l'impression que Paul Reynaud n'a agité cette menace que pour le cas où l'Italie, faute de concessions anglaises, se lancerait à son tour dans l'arène. Il semble, au surplus, que toute son ambition dans cette négociation ait été la recherche des moyens susceptibles d'empêcher Mussolini de nous déclarer la guerre. Le mien (...) a été, je le crains, totalement perdu de vue.

Une médiation italienne?

Mais une fois de plus, Villelume est mal informé. Il a bien été question, dans les échanges franco-britanniques, d'acheter la médiation de l'Italie et non pas seulement le maintien de sa non-belligérance. Comme en témoigne l'entrée du 26 mai du journal de Baudouin (un texte suspect, contrairement à celui de Villelume, édité par ses héritiers à partir de l'original, car il a été publié par lui en 1948 sans le moindre garant documentaire) et, de manière plus irréfutable, un télégramme adressé par ce même Baudouin le 26 juin, pour justifier l'armistice séparé survenu la veille :

Dès le 26 mai, dans un Conseil suprême tenu à Londres, M. Paul Reynaud (...) avait tenté de rallier ses interlocuteurs au parti d'orienter les Alliés vers une solution diplomatique du conflit imminent avec l'Italie par voie de conférence internationale; mais cette suggestion, vers laquelle penchait Lord Halifax, fut repoussée par M. Churchill et par M. Attlee.³

Mais la preuve la plus massive que la médiation italienne a bien été au cœur des discussions franco-britanniques pendant l'arrêt allemand se trouve dans un télégramme adressé le 28 mai par

³ cité dans *Événements survenus en France de 1933 à 1945*, Paris, Imprimerie de l'Assemblée nationale, 1951, t. 1, vol. 2, p. 436.

Churchill à Reynaud. Il convient d'y insister, plus que je ne l'ai fait dans mes livres, car ce texte, publié dès la Libération par Reynaud (sans l'avoir lu, disait Villelume en faisant remarquer à quel point il contredisait sa thèse que les offres à l'Italie n'étaient faites que pour la retenir d'entrer en guerre⁴) et longtemps méconnu, est en train d'acquiescer un nouveau statut : celui d'une preuve que Churchill lui-même était sujet à des défaillances. C'est en effet la dernière mode, surgie dans les années 90 : comme il devenait difficile de nier les menées de Halifax mais qu'on ne voulait pas reconnaître les vérités pénibles qui allaient de pair -fautes du cabinet et du parti conservateur, talent de Hitler et aptitude universelle à se laisser manœuvrer par lui-, il ne restait qu'à mettre l'accent sur la brouillonnerie churchillienne. Le Vieux Lion aurait donc été au premier degré lorsqu'il affectait, pour calmer un Halifax au bord de la démission ou du coup d'Etat, de flatter les aspirations mussoliniennes. Il est temps de retourner ce texte contre ses usages fallacieux, en le citant intégralement :

J'ai examiné avec mes collègues, avec l'attention la plus soignée et la plus sympathique, la proposition de saisir M. Mussolini d'une offre précise de concessions que vous m'avez communiquée aujourd'hui, en tenant pleinement compte de la terrible situation à laquelle nous avons, l'un et l'autre, à faire face en ce moment.

2. Depuis que nous avons discuté la question, le nouveau fait qui s'est produit, à savoir la capitulation de l'armée belge, a considérablement empiré notre position, car il est évident que l'espoir de retirer les armées du général Blanchard et de Gort par les ports de la Manche est devenu très problématique. La première conséquence d'un tel désastre rend impossible aux Allemands, en un tel moment, de proposer des conditions quelconques qui puissent être acceptables et ni nous ni vous ne serions disposés à abandonner notre indépendance sans lutter pour elle jusqu'à la fin.

3. Dans la formule préparée dimanche dernier par Lord Halifax, il était suggéré que, si M. Mussolini collaborait avec nous en vue d'établir un règlement de toutes les questions européennes qui sauvegarderait notre indépendance et constituerait la base d'une paix juste et durable pour l'Europe, nous serions disposés à discuter ses revendications

en Méditerranée. Vous proposez maintenant d'ajouter certaines offres déterminées, -dont je ne peux pas supposer qu'elles auraient quelque chance d'émouvoir M. Mussolini, et qui, une fois qu'elles auraient été faites, ne pourraient plus être retirées, -en vue de l'engager à jouer le rôle de médiateur qu'envisageait la formule discutée dimanche.

4. Nous croyons, mes collègues et moi, que M. Mussolini a depuis longtemps dans l'esprit qu'il pourrait éventuellement jouer ce rôle, en comptant, sans aucun doute, en retirer des avantages substantiels pour l'Italie. Mais nous sommes convaincus qu'en ce moment, alors que M. Hitler est gonflé par la victoire et compte certainement sur l'effondrement prochain et complet de la résistance alliée, il serait impossible pour M. Mussolini d'émettre avec quelque chance de succès des propositions en vue d'une conférence. Je vous rappelle également que le président des Etats-Unis d'Amérique a reçu une réponse totalement négative à la proposition que conjointement nous lui avions demandé de présenter et qu'aucune réponse n'a été donnée aux avances faites par Lord Halifax samedi dernier à l'ambassadeur d'Italie à Londres.

5. C'est pourquoi, sans exclure la possibilité de saisir M. Mussolini à un autre moment, nous ne pouvons pas penser que le moment actuel soit opportun et je dois ajouter qu'à mon avis, l'effet sur le moral de notre peuple, qui est maintenant ferme et résolu, serait extrêmement dangereux. Vous-même pouvez le mieux juger quel serait l'effet en France.

6. Vous demanderez alors comment nous pouvons améliorer la situation. Ma réponse est qu'en montrant qu'après la perte de nos deux armées et de l'appui de nos alliés belges, nous gardons des cœurs résolus et la foi en nous-mêmes, nous renforcerons aussitôt notre position dans des négociations et attirerons à nous encore plus l'admiration et, peut-être, l'appui matériel des Etats-Unis. Bien plus, nous estimons qu'aussi longtemps que nous tenons ensemble, notre Marine, qui n'a pas connu la défaite, et notre armée de l'air, qui, quotidiennement, détruit des avions de chasse et des bombardiers allemands à une cadence formidable, nous apportent les moyens d'exercer, dans notre intérêt commun, une pression continue sur la vie intérieure de l'Allemagne.

⁴ déposition de Villelume devant la commission parlementaire d'enquête, *ibid.*, t. 2, vol. 9, p. 2785.

7. Nous avons des raisons de penser que les Allemands, eux aussi, travaillent l'horaire sous les yeux et que leurs pertes et les difficultés qui leur sont imposées, en même temps que la crainte qu'ils ont de nos raids aériens, sont de nature à miner leur courage. Ce serait, en fait, une tragédie si, en nous hâtant d'accepter la défaite, nous écartions une chance, qui était presque à notre portée, de nous assurer une issue honorable de la lutte.

8. A mon avis, si nous résistons les uns et les autres, nous pouvons nous épargner le destin du Danemark ou de la Pologne. Notre succès dépend, en premier lieu, de notre unité, ensuite de notre courage et de notre endurance.

Lu sous un certain angle, ce texte offre beaucoup d'occasions de douter de la résolution anti-hitlérienne de Churchill. Il ne voulait pas d'une lutte à mort mais jugeait seulement le moment peu indiqué pour négocier, et proposait d'essayer d'améliorer la situation militaire avant d'ouvrir les pourparlers. Incontestablement, c'est ce qu'il écrit, et cette prose prouve aussi qu'il l'a dit, au sein des instances britanniques et dans des conversations interalliées, les 26 et 27 mai. Mais nos fins limiers ne sont pas quittes pour autant : à eux d'expliquer pourquoi le fier adversaire de Munich, l'inlassable mouche du coche qui tentait depuis septembre 1939 de rendre la guerre moins drôle et l'orateur qui prônait le 13 mai un chemin parsemé de larmes et de sueur s'est ramolli si brusquement... pour resurgir avec tout son punch, précisément lorsque la situation militaire allait un peu moins mal grâce au rembarquement, et proclamer dans le non moins fameux discours du 4 juin : « Nous nous battons sur les plages... Nous ne nous rendrons jamais » !

Il ne reste qu'une explication : la vraie politique de Churchill est dans ses discours résolus et il fait preuve d'opportunisme politicien dans ses concessions au point de vue défaitiste, toujours éphémères et motivées de toute évidence par le danger d'une rupture immédiate avec des interlocuteurs dont il a le plus pressant besoin pour pouvoir encore parler de guerre.

Car, outre sa résolution de se battre, ce texte prouve à qui sait lire l'extrême fragilité de sa position politique. Il est obligé de récupérer comme siennes des initiatives dont l'objectif était de le déborder, comme les « avances » faites au nom du gouvernement britannique par Halifax à Bastianini, alors que de toute évidence elles

nini, alors que de toute évidence elles n'avaient pas son aval. Reynaud est d'ailleurs au courant des failles du cabinet, qui se sont étalées devant lui le 26 en début d'après-midi : à Villelume comme à Baudouin il dit que Churchill était « matamore » et Halifax « le seul à montrer de la compréhension »⁵. Voilà qui justifie plus encore une lecture critique de ce texte : en fondant ses initiatives et celles de Halifax dans un bouquet commun tout en les distinguant soigneusement, Churchill fait à son infortuné collègue français une démonstration de son aptitude à faire tirer dans le même sens les chevaux les plus rétifs.

Un embarquement toléré ou arraché?

Il est un point sur lequel ma religion n'est pas faite : Hitler a-t-il ou non laissé les Anglais s'embarquer? En d'autres termes : s'est-il acharné sur la poche avec tous ses moyens terrestres et aériens ou a-t-il à cet égard donné le change, en souhaitant un rembarquement dont il pouvait attendre de grands bénéfices politiques : disputes interalliées, démonstration de la force et de la magnanimité allemandes face à des ennemis en posture de fuyards, suggestion aux sujets britanniques qu'il entendait ménager leur pays, qu'il n'en voulait qu'à la France? Je n'ai pas eu vent que la bataille de Dunkerque ait été étudiée sous cet angle, alors que les sources le permettraient sans doute. On ne peut que verser des pièces éparses : le lent redémarrage de l'offensive après la levée du *Halbbefehl*, le fait, remarqué pour la première fois par Jean Vanwelkenhuyzen, que cette levée ait été partielle et progressive, le retrait total des chars le 28 pour les redéployer en vue de la bataille finale contre la France, le fait aussi, exhumé par moi, que d'après Halder et à sa grande consternation Hitler et son entourage traitaient le rembarquement comme une « bagatelle ». Ce qui est établi, c'est que l'offensive vers le sud n'était plus à un jour près, puisque les Français avaient amené leurs renforts et n'en avaient plus d'autres : alors que la division des forces allemandes le 15 mai était une urgence pour qui raisonnait en termes uniquement militaires, leur redéploiement avant la liquidation de Dunkerque était un non-sens, une installation de la charrue devant les bœufs. La pugnacité dans la réduction de cette poche était donc pour le moins

⁵ propos noté par Villelume. A Baudouin, Reynaud dit que Halifax est « le seul compréhensif ».

relative, même si cela ne suffit pas à prouver que Hitler s'attendait à un sauvetage d'une telle ampleur et le souhaitait. Et à nouveau il fait preuve de maîtrise dans le manie ment des généraux : ils pouvaient difficilement se plaindre d'une redistribution des moyens entre le nord et le sud qu'ils réclamaient à cor et à cri depuis dix jours !

Fin de manche à Londres

A Londres, la journée décisive, véritable tournant de la Seconde Guerre mondiale, est donc celle du 28. Elle a pourtant mal commencé pour Churchill, par l'annonce de la capitulation de la Belgique. Nous avons vu avec quelle audace il en tirait argument dans son télégramme à Reynaud, disant qu'elle offrait à Hitler une telle opportunité d'empêcher tout embarquement et d'écraser les deux pays qu'il n'accepterait certainement pas de signer la paix. Devant le cabinet, il est moins fard. Il doit subir une terrible mercuriale de Roger Keyes, un prestigieux amiral de retour de Belgique où il était en mission auprès du roi Léopold. Ce pétainiste avant la lettre désapprouve les efforts que Churchill avait déployés pour convaincre le roi, qui est aussi le général en chef, de se réfugier en Angleterre, et il étend sa condamnation à tout mouvement d'exode, assimilé à de la « panique ». Voilà qui converge non seulement avec les préoccupations de Pétain mais avec celles de Weygand, assimilant l'honneur au fait de ne pas reculer.

Plutôt que de répliquer à Keyes, Churchill préfère s'évader au plus vite de l'ambiance du cabinet, en se faisant mandater pour expliquer à la nation, à travers les Communes, que la BEF est en position difficile à Dunkerque mais que tout est mis en œuvre pour essayer de la sauver. C'est donc de son propre chef qu'il ajoute, au discours qu'il prononce l'après-midi devant les députés, une conclusion jusqu'aboutiste :

Pendant ce temps, la Chambre doit se préparer à de dures et terribles nouvelles. J'ajouterai seulement que rien de ce qui peut arriver dans cette bataille ne saurait en quelque façon nous relever du devoir dont nous nous sommes chargés, celui de défendre la cause du monde, ni nous faire perdre confiance dans notre pouvoir de tracer notre route, comme en d'autres occasions de notre histoire, à travers le désastre et le chagrin, jusqu'à la défaite finale de nos ennemis.

Sitôt après cette péroration, il participe à une réunion des ministres qui ne sont pas membres du cabinet de guerre, soit environ vingt-cinq personnes. En une page célèbre de ses mémoires où il conte cette séance effectivement mémorable, et sans doute capitale, il précise que ces hommes appartenaient à tous les courants politiques, « bons ou mauvais », de l'avant-guerre, ce qui veut dire que beaucoup avaient été partisans de l'*appeasement*. Si le public peu critique de 1949 pouvait s'y laisser prendre, nous n'y aurions, nous, aucune excuse : précisément, dans le compromis élaboré le 10 mai pour faire accepter sa nomination de premier ministre, il n'avait pu obtenir le moindre siège, au cabinet dit de guerre, pour les partisans de celle-ci autres que lui-même, abstraction faite du cas ambigu des deux travaillistes, au poids politique de toute manière réduit vu l'étrillement de leur parti aux élections précédentes. En revanche, on lui avait concédé de peupler les autres postes ministériels, dans une proportion appréciable, de ses amis anti-munichois, comme Eden, Cooper, Amery, Sinclair et quelques autres, ou encore d'un *appeaser* repent comme Beaverbrook, devenu un remuant ministre de la production d'avions. C'est donc l'un de ses coups de génie d'avoir, à l'heure la plus délicate, provoqué une réunion tout à fait inusitée des ministres non membres du cabinet, dont l'ambiance devait être nécessairement bien différente de celle de l'instance suprême. En a-t-il manipulé le déroulement? La façon même dont il la raconte, avec une innocence affectée, le fait soupçonner :

(...) j'ajoutai tout à fait incidemment et sans en faire une déclaration d'une portée spéciale : « Bien entendu, quoi qu'il arrive à Dunkerque, nous continuerons à nous battre. »

Il se produisit alors une manifestation qui ne pouvait que me surprendre, vu la nature de cette assemblée, composée de vingt-cinq politiciens et parlementaires éprouvés, qui représentaient avant la guerre toutes les tendances, bonnes ou mauvaises, de l'opinion. Beaucoup d'entre eux bondirent de leur place et vinrent en courant jusqu'à mon fauteuil; ils poussaient des exclamations et me donnaient des tapes dans le dos.

On aimerait savoir qui avait donné le signal de ces effusions. Probablement pas John Simon ou

Kingsley Wood, vieux suppôts de Chamberlain qui, s'ils ont fini par se lever, n'ont pas dû donner dans le dos winstonien les tapes les plus convaincues, à moins qu'ils ne leur aient attribué une signification tout autre qu'approbative.

Toujours est-il que, sur ces entrefaites, le cabinet tient sa réunion de l'après-midi dans une atmosphère assez différente de celle du matin. A l'ordre du jour : une décision sur la médiation italienne. Il est vrai que là encore Churchill utilise une astuce qui renforce le poids de ses partisans. Il avait convenu le 10 mai que, lors des délibérations les plus cruciales, on consulterait l'ensemble des forces politiques : cela permet au petit parti libéral, non représenté d'habitude au cabinet, de l'être ce jour-là. Ce ne serait pas un cadeau pour Churchill s'il devait l'être par son membre le plus célèbre, Lloyd George, partisan notoire d'une paix de compromis, mais l'ancien premier ministre de la guerre précédente a dû laisser la direction du parti à Archibald Sinclair, ministre de l'Air et souvent invité à ce titre aux réunions du cabinet, mais comme expert et sans poids délibératif. Ce jour-là il en a un et il en use, pour seconder Churchill.

Halifax, plus clair qu'il ne le sera jamais, entame le match tambour battant. Faisant état d'une nouvelle ouverture transalpine, il propose que le gouvernement demande officiellement sa médiation à l'Italie. La réplique de Churchill deviendra célèbre car elle résume bien sa politique, mais sur le moment elle ne fait pas mouche : Reynaud cherche, en proposant des concessions à l'Italie, à entraîner l'Angleterre « sur la pente glissante » (to get us on the slippery slope). Chamberlain semble alors s'ingénier à montrer qu'il est bien l'homme au parapluie : il se contente de dire qu'il ne faudrait pas lâcher Gibraltar ni Malte, sinon dans le cadre d'un « règlement général avec l'Allemagne ». Si par cette réplique il évite de se prononcer trop clairement entre Churchill et Halifax, du moins, sur le fond, flatte-t-il le vœu le plus cher du second, de dépasser rapidement le dialogue avec Rome pour frayer avec Berlin. Suivent une intervention de Sinclair et une de Churchill, qui nient avec énergie, mais sans beaucoup d'arguments, que l'Allemagne puisse proposer des conditions clémentes. Par là ils mettent Halifax, qu'ils en aient conscience ou non, au défi de lâcher les informations qu'il détient sur les offres de Göring. Comme il n'ose pas, Chamberlain et le travailliste Greenwood, jusque là bien discret comme son

camarade Attlee, en viennent à estimer qu'on peut encore attendre un peu. C'est de cette décision négative, qui est plutôt une rémission, que s'autorise Churchill pour envoyer à Reynaud le télégramme qu'on a lu, et qui exclut plus nettement une médiation italienne. En fait, plus que la combativité de Chamberlain et des deux travaillistes, c'est l'évolution des choses, présentée à sa manière par Churchill, qui confirmera cette décision et dissipera définitivement le spectre des bons offices du Duce. La réussite de l'embarquement et son étalement sur une semaine -deux choses que personne n'envisageait le 28 mai- justifieront l'idée churchillienne qu'il ne fallait pas se précipiter pour négocier, en même temps que la perspective d'une guerre un peu plus longue décidera Mussolini à s'en mêler. Cependant, tant qu'il reste des neutres, les sirènes de la paix peuvent s'exprimer par leur canal et, en juin, c'est l'idée d'une médiation américaine qui fera son chemin. On retrouvera Kennedy père dans le rôle de Bastianini, Roosevelt, pour sa part, ne soutenant pas la combativité churchillienne avec toute la constance dont il se prévaudra plus tard. Mais ceci est une autre histoire.

Conclusion

330 000 hommes, environ, ont dû au *Haltbefehl* de ne pas être prisonniers des Allemands, ou de l'être un peu plus tard. Est-ce le résultat d'une erreur stratégique? Tous ceux qui l'ont affirmé ont péché, eux, contre la logique : ils ont raisonné en fonction d'une idée scolastique de la stratégie, en négligeant à la fois ce qui était en jeu dans le cas d'espèce, et le caractère très particulier de la stratégie hitlérienne, où la subordination du militaire au politique atteignait des sommets.

Jodl aurait répondu vers le 25 mai à un officier protestant contre le *Haltbefehl* : « La guerre est gagnée, il ne s'agit plus que de la terminer ». Vraie ou non, la phrase résume l'enjeu à merveille. Ecraser la poche, emmener les survivants anglais et français en captivité, pour quoi faire? Ce triomphe local, si coûteux soit-il pour l'adversaire, serait gros d'un danger immense : l'enlisement dans une guerre à l'ouest que l'Allemagne ne pourrait gagner, faute de moyens maritimes. Ce raisonnement, sous-jacent dans toutes les interventions de Churchill et notamment dans son message du 28 à

Reynaud, il y a toutes raisons de penser que Hitler le fait aussi.

Certes, il resterait alors de beaux atouts pour obtenir une paix vengeant avec usure le « Diktat » de Versailles, et permettant à Hitler de figurer dans l'histoire comme un héros supérieur à Bismarck. Mais cessons de délirer : ce dénouement serait fondamentalement contradictoire avec *le projet nazi* d'entente avec l'Angleterre aryenne au détriment des Français enjuivés et des sous-hommes slaves. Comment, dira-t-on, si Hitler est, comme vous le dites, intelligent, peut-il lâcher la proie d'une éclatante victoire, peut-être pas décisive mais extrêmement lucrative, pour l'ombre d'une chimère idéologique? D'abord, c'est un fait, il la lâche, et ensuite, ce n'est pas très étonnant.

Le projet hitlérien est une fusée à courte portée, dont le vol est programmé sans escale. Il y a une mise à rafler, toute cette richesse du sol et du sous-sol d'Europe orientale, en profitant de l'effet de surprise et du fait qu'elle est mal exploitée par un communisme détestable à beaucoup. Les courbettes d'août 39 devant Staline pouvaient encore être mises sur le compte d'un opportunisme de bon aloi, alors qu'un défi durable au monde anglo-saxon obligerait à de sérieuses concessions au grand voisin de l'est, tant pour ne pas risquer d'être attaqué par lui que pour pouvoir s'approvisionner, face à des adversaires maîtres de la mer. Une guerre longue, prolongeant le pacte germano-soviétique au-delà de ce qui serait idéologiquement supportable, romprait bien des enchantements que le magicien a su créer.

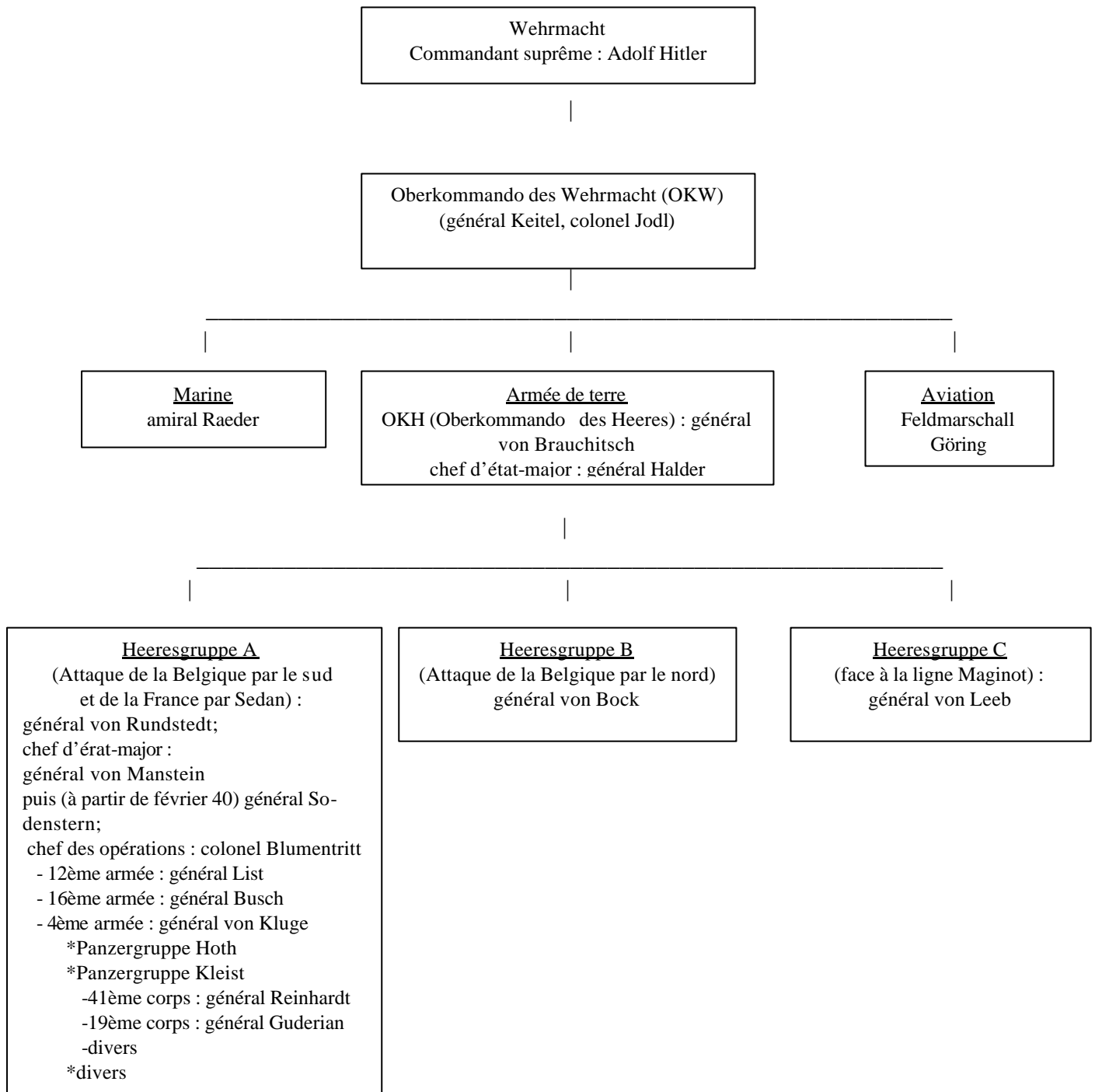
Les solutions traditionnelles de l'énigme reposent toutes sur le postulat que le signataire de l'ordre d'arrêt était trop méchant pour être intelligent. Mais c'est précisément en scrutant sa méchanceté, et tout ce qu'il y a de lucide perversité, qu'on peut arriver à une solution convaincante. C'est un malfaiteur politique d'une espèce neuve, qui a conçu, pour devenir le maître non pas de l'univers mais d'un « espace » allemand démesurément agrandi vers l'est, un plan multidimensionnel dont la réussite dépend du fait que ses adversaires n'en appréhendent jamais la totalité et, pour commencer, se méprennent entièrement sur ses capacités. Il s'arroge le droit de remodeler la matière humaine et d'en éliminer ce qui n'entre

pas dans la forme projetée, sans plus d'états d'âme qu'un sculpteur vis-à-vis de ses déchets de marbre. Cependant, et c'est là qu'on peut parler de perversité, il connaît les valeurs humanistes et à sa manière les reconnaît. Pour faire marcher les hommes suivant ses projets, il excelle à les salir, à leur mettre le doigt dans des engrenages déshonorants, qui ne leur laissent plus une santé morale suffisante pour se rebeller. C'est pourquoi il entend compromettre la totalité des familles allemandes (ou définies comme telles) dans des besognes homicides, envers les Slaves plus encore qu'envers les Juifs.

En analysant le contexte de l'ordre d'arrêt, nous le surpréons en pleine action. Il contrôle son appareil militaire et lui fait exécuter au millimètre des évolutions contraires aux règles de l'art dont lui seul perçoit le sens. Pour acquérir une pareille maîtrise de l'instrument, il joue depuis des années sur les jalousies, les vanités et toutes les petites choses de ces hommes, compromis très tôt par la nuit des Longs couteaux, que les officiers prenaient pour la fin des soubresauts de la prise du pouvoir et pour un retour aux saines traditions, les leurs. Il s'est ingénié à se présenter devant certains d'entre eux comme indécis, incompetent, prisonnier de son expérience de fantassin de la Première Guerre. Il a lancé, parallèlement aux Panzer, une offensive diplomatique. Son succès suppose que, sur le champ de bataille, le triomphe soit modéré, cantonné, pour que les conditions de paix « généreuses » qu'il fait discrètement miroiter ne puissent engendrer que du soulagement. Alors il joue de sa prétendue nervosité pour canaliser le déferlement des Panzer, puis pour stopper le mouvement, le 24, car les réponses à ses offres se font attendre et il juge bon de laisser un peu de temps à l'ennemi pour méditer sur les perspectives d'anéantissement de ses meilleures troupes.

La manière acrobatique, chanceuse, imprévisible dont Churchill parvient à prolonger l'état de guerre, en étant seul de son avis parmi les hauts dirigeants anglais et français, suffit à démontrer que Hitler n'a pas commis une faute de manœuvre, mais bien une faute éthique. Tout reposait sur l'hypnose, et un être y a résisté, qui a pu non pas vaincre, mais déjouer la manœuvre d'annihilation de toutes les résistances, préservant les chances de la victoire.

Organigramme des unités et des officiers allemands cités



Bibliographie

Ouvrages de base

- Ellis (major L.F.), *The War in France and Flanders*, Londres, HM's Stationery Office, 1953
 Jacobsen (Hans-Adolf), *Dünkirchen*, Heidelberg, Vowinckel, 1958
Dokumente zum Westfeldzug 1940, Göttingen, Musterschmidt, 1960
 Liddel Hart (Basil), *History of the Second World War*, Londres, Cassell, 1970
 Halder (général Franz), *Kriegstagebuch*, Stuttgart, 1962-64
 (traduction anglaise *The Halder War Diary*, Londres, Greenhill, 1988)
 Costello (John), *Les dix jours qui ont sauvé l'Occident*, Orban, 1991
 Delpla (François), *La ruse nazie*, France-Empire, 1997 (contient des analyses et des références dont on n'a ici qu'un aperçu)
 Gorodetsky (Gabriel), *Le grand jeu de dupes*, Les Belles Lettres, 2000
 Lukacs (John), *Five Days in London / May 1940*, Yale University Press, 1999

Autres ouvrages de l'auteur, relatifs au nazisme et à la Seconde Guerre mondiale

- Les papiers secrets du général Doumenc*, Orban, 1992
Churchill et les Français, Plon, 1993
Montoire, Albin Michel, 1995
La ruse nazie, France-Empire, 1997
Hitler, Grasset, 1999
L'appel du 18 juin 1940, Grasset, 2000

En collaboration :

- Le livre noir du capitalisme*, Le Temps des Cerises, 1998 (contribution sur la Seconde Guerre mondiale)
Avenirs et avant-gardes / Mélanges Madeleine Rebérioux, La Découverte, 1999
 (contribution sur « Léon Blum face à l'Allemagne nazie »)
Dictionnaire du monde germanique, PUF, à paraître

Deux livres spéciaux

- Vanwelkenhuyzen (Jean), *Miracle à Dunkerque*, Bruxelles, Racine, 1994

Dans une œuvre novatrice, importante, soucieuse de documentation originale, une petite récréation polémique heureusement sans lendemain, d'un conservatisme agressif, fondée uniquement sur la documentation rassemblée par Jacobsen en 1960 et reprenant ses conclusions, qui privilégient les mobiles militaires, d'une manière simplement plus péremptoire. L'auteur inflige à Costello, pour manque de précautions dans l'utilisation de certaines sources, des volées de bois vert que Jacobsen mériterait davantage, s'il n'était l'écu. Il amalgame les thèses qui ne lui plaisent pas en un « mythe de Dunkerque » dont il brosse la généalogie avec beaucoup d'inventivité. Il aborde brièvement la filière suédoise, pour prétendre, au prix de grossières erreurs chronologiques, que les contacts germano-suédois d'avril-mai 40 n'avaient d'autres objets que « bilatéraux ». Toutefois, p. 64-87, il donne une étude originale, et digne de son talent, sur la reprise laborieuse de l'offensive en repérant pour la première fois les limites et la progressivité de la levée de l'ordre d'arrêt par Hitler.

- Frieser (Karl-Heinz), *Blitzkrieg Legende*, Oldenburg, Militärgeschichtliches Forschungsamt, 1995

Ouvrage précieux et décapant, car il démolit en spécialiste toutes les hypothèses militaires. Mais il se refuse à reconnaître à Hitler la moindre qualité, dans quelque domaine que ce soit, d'où le titre : Hitler n'a nullement programmé une *Blitzkrieg*, elle lui est tombée toute cuite dans le bec. Il n'avait réussi qu'à déclencher par sa maladresse une guerre dont il ne savait comment se dépêtrer et Manstein lui a trouvé une solution, dont il a en partie gâché la réalisation par un ordre d'arrêt dû uniquement à son « égolâtrie » : il voulait reprendre en main le haut commandement. On trouvera un résumé des aspects les plus discutables du livre dans l'article que l'auteur a donné au numéro d'*Autrement* sur *Mai-juin 1940* (mars 2000).

Divers

Guérin (Daniel), *Fascisme et grand capital*, Gallimard, 1936 et La Découverte, 1983

Keitel (Wilhelm), *Generalfeldmarschall Keitel/Verbrecher oder Offizier?*, documents présentés par Walter Görlitz, Göttingen, Musterschmidt, 1961, tr. fr. *Le maréchal Keitel*, Paris, Fayard, 1963

Bock (général Fedor von), *Zwischen Pflicht und Verweigerung*, Munich, Herbig, 1995

Cantwell (John D), *The Second World War / A guide to documents in the Public Record Office*, Londres, Crown, 1993

Sigles

OKH : Oberkommando des Heeres (commandement de l'armée de terre)

OKW : Oberkommando der Wehrmacht (commandement des forces armées)

SA : Sturmabteilungen (divisions d'assaut)

SS : Schutzstaffeln (escadrons de protection)

GHQ : Grosses Hauptquartier (grand quartier-général)